

1973
2 Nov 2014

alternatives

non violentes

B.D.I.C



antimilitarisme
insoumission
non violence

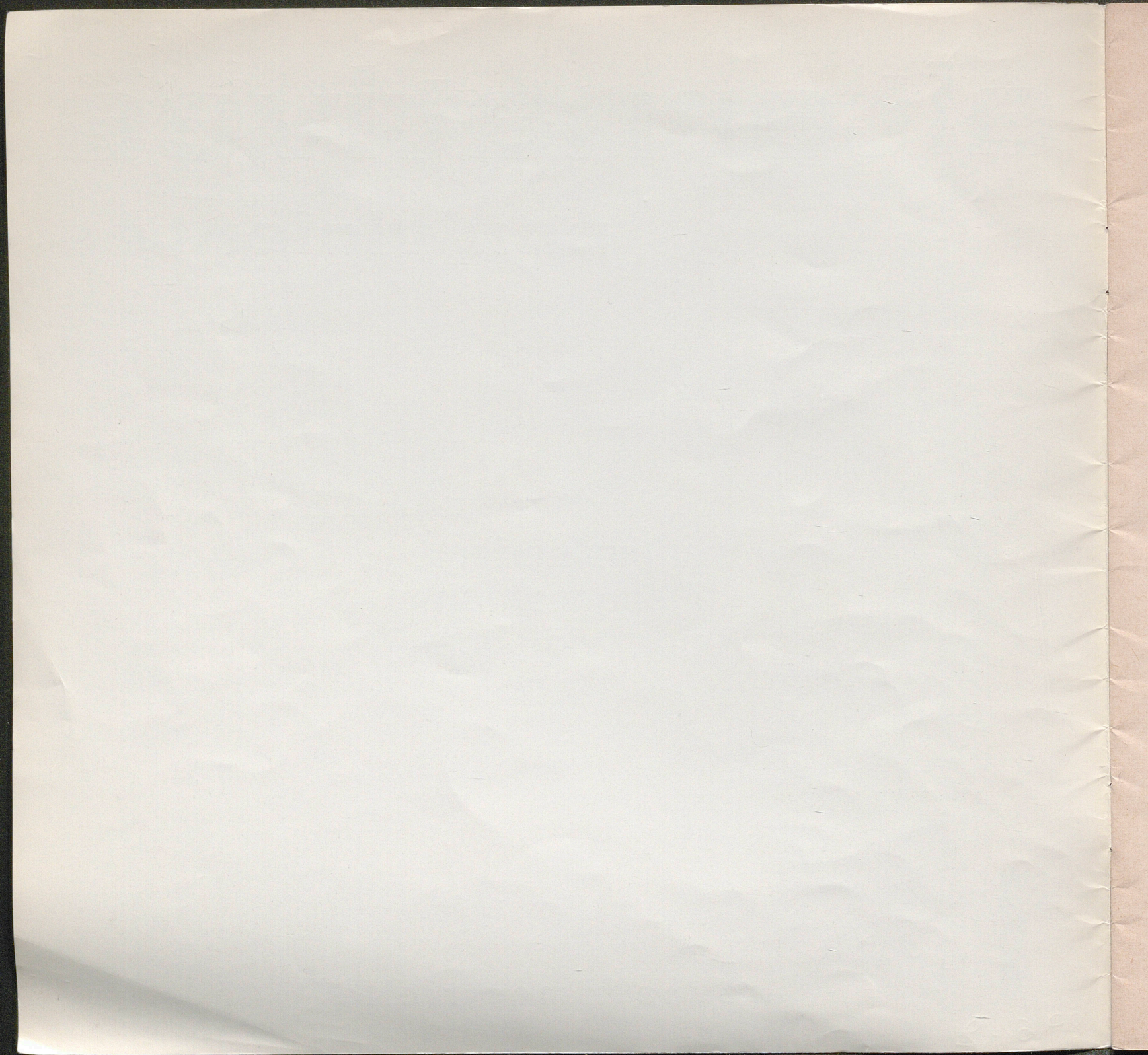
1

8P 6112

revue bimestrielle

4 f

8P 6112



Sommaire

	Pages
Editorial.....	1
Une société militarisée (Ch. Delorme).....	3
L'heure est à l'insoumission (R. Cruse).....	9
L'antimilitarisme, maladie infantile de la non-violence (J.-M. Muller)	11
Objection de conscience et non-violence (J. Kalman)...	17
Insoumission (plate-forme d'insoumis)	18
Pratique du G. A. R. M.	21
Manifeste pour une alternative non-violente	26
Pour une non-violence à inventer.....	27
Réponses (J. Lacroix, J.-M. Domenach)	29
Quelques phrases (Michel Deguy).....	30
Notes de lectures.....	32
Nous n'avons rien fait pour le Chili (Ch. Delorme) ...	33
Pour s'informer	34
Un comité de référence.....	35

CE PREMIER NUMÉRO. . .

Cette revue a failli s'appeler « Alternative Non Violente » au singulier. Nous avons finalement préféré le pluriel. Pourquoi ? Au moment où la violence s'abat sur le Chili et le Moyen-Orient, il nous semble peu honnête d'annoncer la bonne nouvelle d'une « Alternative non violente ». Est-il possible d'envisager UNE alternative non violente (avec sa

doctrine, sa stratégie, sa politique, etc...) qui succéderait, indépendamment du mouvement historique, à la violence que nous connaissons aujourd'hui ? Ce sera précisément un point à débattre dans cette revue...

Par contre, il y a DES alternatives non violentes, des gens qui commencent à penser autrement, à vivre autrement, à se battre autrement, parfois sans référence au mot « non-violence », parfois même en le rejetant. Ce sont leurs luttes, leurs recherches, leurs expériences qui devraient se confronter ici.

Ce que nous connaissons aujourd'hui, c'est la violence. Elle fait partie du tissu même de notre existence individuelle et sociale. Elle est instituée, et cette oppression des exploitations socio-économiques, du capitalisme, des totalitarismes, des impérialismes, des ordres policiers, des censures, des discriminations, des guerres, du chantage à la bombe, de l'action psychologique, etc., est le seul vrai point de départ que nous ayons.

Et nous nous révoltons. La violence nous emporte. Mais la violence a tendance à se perpétuer. Elle appelle une violence réciproque. Elle est toujours si identique à elle-même qu'il est impossible de distinguer entre une « bonne » et une « mauvaise » violence. Dans son expression armée, elle est irréparable, voile les figures des hommes dont le crime est justement de ne pas reconnaître de figures aux exploités — exploités parce que considérés seulement comme des « fragments » d'un système. Et s'il est vrai que « les moyens sont dans la fin comme l'arbre est dans la graine », ainsi que l'affirmait Gandhi, la violence ne peut que corrompre les objectifs de justice que ses utilisateurs peuvent vouloir servir. L'histoire ne le prouve-t-elle pas ?

On le voit : nous ne posons pas la non-violence comme un principe moral absolu, même si certains d'entre nous seraient tentés de le faire. Nous posons d'abord l'exigence de la lutte pour la justice, mais nous doutons de la violence comme moyen de libération, à notre époque surtout, et certaines tentatives (combats menés autour de Gandhi, de Martin-Luther King, de l'Action civique non violente pendant la guerre d'Algérie, de César Chavez...) nous encouragent à chercher dans la direction de ce qu'on appelle la « non-violence ». Mais, là encore, il n'est pas sûr que la non-vio-

lence existe « en soi ». Il y a plus certainement des expériences de lutte ou de vie qui sont dépassement de la violence, et c'est à elles que nous aimerions que l'on s'intéresse plus. Là est notre premier objectif : amener le plus possible de personnes engagées dans des luttes de libération à chercher avec nous. Non pas tant parce que nous croyons avoir raison, que parce que nous pensons que l'enjeu en vaut la peine.

La deuxième raison qui nous a conduits, nous membres du Mouvement lyonnais d'action non violente, à lancer cette revue, relève d'un constat. Le constat que nous sommes de plus en plus nombreux à nous réclamer de l'idée de non-violence, mais que notre réflexion reste pauvre ; que les groupes de recherche et d'action non violente ont besoin de théoriser, mais qu'ils n'y parviennent pas, et qu'alors ils se montrent dépendants de quelques « têtes pensantes », pour lesquelles ce sera à qui criera le plus fort. Nous voulons faire se confronter les idées. Celles sur la recherche sur la non-violence, et les autres...

Dans ce premier numéro, on trouvera un dossier sur l'armée et sur la militarisation, sujets de préoccupation « traditionnels » chez les non-violents. René Cruse* dont on sait qu'il est pasteur, secrétaire général de la branche francophone du Mouvement International de la Réconciliation, responsable du Comité de Défense des Appelés, membre du P.S.U. et du Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté (M.D.P.L.), est de ceux qui y sont le plus sensibles. Inculpé de « provocation à l'insoumission et à la désertion », il devait comparaître le 18 octobre devant le Tribunal de Grande Instance d'Evry-Corbeil (Essonne) On aura cela à l'esprit en lisant le texte — malheureusement trop court — qu'il a bien voulu nous adresser.

Animateur de la Communauté de recherche et d'action non violente d'Orléans, auteur de deux ouvrages, « L'évangile de la non-violence » et « Stratégie de l'action non violente » (Fayard), dont le second manifeste quelques changements de pensée par rapport au premier, Jean-Marie Muller est, lui, en revanche, farouchement opposé à l'antimilitarisme. On lira ses explications, et nous souhaitons que nos lecteurs nous fassent part de leurs opinions en face de ces deux choix.

* R. Cruse a été condamné à 2 mois de prison avec sursis et 500 F d'amende.

A l'inverse de René Cruse et de Jean-Marie Muller, Gérard Bayon, Bruno Hérial, Gérard Petit et Hubert Planchez ne sont pas des « personnalités », et ils n'ont pas la prétention d'en devenir. Simplement, ils ont été en prison, y sont ou vont bientôt s'y retrouver, parce qu'en connaissance de cause ils ont choisi d'être insoumis. Nous nous devons de publier leur plate-forme commune...

Et parce que notre recherche ne saurait être une fin en soi, que nous la voulons liée à une pratique, nous avons estimé utile, susceptible d'inciter à l'action le fait de publier la liste des entreprises déjà menées par le Groupe d'Action et de Résistance à la Militarisation de Lyon (G.A.R.M.), ce mouvement, même s'il se montre agacé de se voir périodiquement interrogé sur la réalité ou non de sa « non-violence », s'étant révélé comme un « champion » de la désobéissance civile.

La réticence que nous éprouvons envers l'idée d'une « alternative non violente » procède plus, pour l'heure en tout cas, d'une interrogation que d'une condamnation. On ne s'étonnera pas, aussi, que nous propositions à la réflexion le « Manifeste pour une alternative non violente » élaboré par Orléans mais adopté déjà par plusieurs autres groupes, d'autant plus qu'existe sur la base de ce texte un projet de fédération des groupes non violents. Il s'agit donc là d'une première pièce d'un dossier qui suivra.

Le Mouvement lyonnais d'action non violente lui aussi a voulu faire le point sur ce qu'il pensait collectivement. Il est sorti de sa réflexion le texte « Pour une non-violence à inventer », que nous soumettons d'autant plus volontiers à la critique de nos lecteurs que le philosophe personnaliste Jean Lacroix et le directeur de la revue non moins personnaliste « Esprit », Jean-Marie Domenach, nous ont déjà communiqué leurs réflexions — que nous publions — après l'avoir lu.

Enfin, on trouvera des « propos » — difficiles — de Michel Deguy, couchés sur le papier en signe de solidarité avec « l'équipée Bollardièrre », à l'occasion des derniers essais nucléaires français dans le Pacifique. Michel Deguy est poète et philosophe. Il est même considéré dans les milieux littéraires comme un des plus importants poètes français actuels.

UNE SOCIÉTÉ MILITARISÉE (éléments pour une recherche)

Le document des autorités catholiques et protestantes françaises sur les ventes d'armes effectuées par notre pays, le printemps des lycéens, la discussion au Parlement de la modification du code du service national, l'été du Pacifique avec son débat Eglise-armée, les avances faites par la gauche du Programme Commun aux militaires de carrière, le coup d'Etat militaire au Chili, le document des officiers chrétiens, et enfin la conférence de presse du 27 septembre de M. Pompidou consacrant à la défense nationale un morceau de choix, ont placé à plusieurs reprises, ces temps derniers, la question de l'armée aux premières pages des journaux. Cependant, dans toutes les controverses qu'il nous a été et est donné d'entendre, il n'était et n'est débattu que de questions d'organisation, de stratégie, de choix politiques pour l'armée. Même s'ils sont socialistes pas encore « non violents », la plupart des gens semblent admettre comme un fait acquis que « l'armée de la République est au service de la Nation » (article I, loi du statut des militaires) ; que la « défense nationale » est bien conçue (même mal...) pour assurer avant tout la sécurité des populations, et personne, ou presque, ne paraît vouloir se poser la question de savoir si armée et « défense nationale » françaises ne seraient pas, en réalité, le cache-sexe d'un système d'exploitation extrêmement insidieux que dénoncent certains antimilitaristes : la militarisation, ou subordination au système militaire de l'ensemble de la vie sociale, politique et économique. A l'heure où la revue socialiste « Frontière » ouvre un débat sur l'armée, mais où dans le même temps un de ses responsables, Gilles Martinet, affirme avec François Mitterrand qu'un Etat socialiste devra s'appuyer sur une armée forte, et que le courant socialiste doit donc rechercher l'adhésion des officiers de carrière ; à l'heure aussi où certains partisans de l'idée de non-violence parlent d'une « défense populaire non violente » qui pourrait être mise en place à partir de l'armée, il nous a semblé important de réunir les éléments d'un dossier.

« IL FAUT SE DEFENDRE »

L'esprit de défense a incontestablement souffert ces dernières années en France. Le mouvement de printemps des lycéens a bien montré, même s'il ne remettait pas fondamentalement en cause l'armée et la défense nationale, que la plupart des jeunes ne se sentaient pas motivés pour collaborer à la défense du pays, et le reste de l'opinion, bercé peut-être par les conférences internationales sur la détente et les rencontres « au sommet », ne se sent pas très mobilisé non plus. Or au

MIRAGE G 8
avion à géométrie variable
RÉACTEURS SNECMA K 50

RAPIDE COMME UNE FLÈCHE

IL SE POSE COMME UNE FLEUR

**LE "MIRAGE" EST AUSSI INVULNERABLE AUX COUPS DE L'ADVERSAIRE
QUE LE MIRAGE EST INSAISSISSABLE POUR LE VOYAGEUR DU DÉSERT**

Publicité parue dans la Revue de la Défense Nationale

même moment, les hommes politiques, ceux de la majorité bien entendu, mais aussi une partie de ceux de l'opposition, se disent inquiets pour la sécurité de la France. Les accords soviéto-américains ne risquent-ils pas, en effet, de rompre ou de renforcer dangereusement pour l'indépendance de l'Europe la stabilité qui a succédé à l'équilibre de la terreur ?

La question étant posée ainsi, les arguments avancés pour une armée française forte ne sont pas dénués de réalisme. Mais est-ce bien ainsi qu'il faut la poser ?

La défense, pour une nation, cela consiste à empêcher cinq à six cent mille hommes en armes (sans compter) que d'autres pays lui imposent des options qu'elle n'aurait pas choisies, et à protéger d'abord son indépendance économique. Mais lorsque les options d'un pays sont décidées par une minorité de gens liés aux monopoles capitalistes, et que la politique économique de ceux-ci revient à faire de la France « une succursale de quelques entreprises multinationales » (Michel Rocard, dans « Le Monde » du 30 septembre 1970), que peut-on attendre d'une « défense nationale », sinon qu'elle défende les intérêts des possédants ? Que peut-on attendre d'elle, sinon qu'elle soit organisée de sorte à empêcher la venue ou le maintien d'un régime socialiste ? Que peut-on attendre d'elle, sinon que dans une situation de crise où les intérêts capitalistes seraient en danger, elle permette que la nation sombre dans une guerre, entraînée par ses exploités ? Et si tel est bien le cas, si vraiment la France n'a d'autre défense nationale qu'un système de protection des intérêts capitalistes, qui plus est utilisé de nos jours comme un moteur du capitalisme, n'est-il pas chimérique (et dangereux car anesthésiant) de vouloir gagner au socialisme ou à la non-violence des officiers pris dans des structures les dépassant, alors que le combat à mener devrait porter sur ce système, la militarisation ?

Qu'il faille se défendre, cela nul n'en doute. Mais se défendre contre qui ? L'adversaire ne se trouve pas nécessairement à l'extérieur...

LA POLITIQUE FRANÇAISE DE DÉFENSE

La doctrine officielle du pouvoir en matière de défense se fonde en priorité, on le sait, sur l'argument de la dissuasion nucléaire, et sur une stratégie « tous azimuts ».

La stratégie « tous azimuts », qui signifie qu'en principe nous pourrions être amenés à combattre aussi bien les Américains que les Soviétiques, est un leurre. D'abord parce que nous faisons toujours partie de l'Alliance

atlantique, ensuite parce que, ainsi que le relevait avec humour Gilles Martinet dans « Le Nouvel Observateur » du 9 avril 1973, il est impensable que, si les Américains venaient à sentir, par exemple, l'imminence d'un conflit au centre de l'Europe et voulaient faire stationner leurs troupes en France, nous les affrontions !

Quant à la confiance affirmée dans la crédibilité de notre force de frappe, indépendamment de tout jugement moral, elle ne s'avère pas plus sérieuse. Nous ferions peur aux Soviétiques en ayant les moyens de détruire Kiev ou Moscou ? Ils savent bien que si nous prenions un jour le risque de massacrer huit ou dix millions d'entre eux, nous vouerions par là-même notre pays à une destruction totale ! Idem pour ce qui est des Américains, puisque nous voulons les dissuader eux aussi... (De quoi ? De soumettre l'économie française aux intérêts d'Henri Ford, à ceux d'I.B.M. ou de la General Electric ? C'est déjà fait...)

Aucun homme de bon sens ne peut soutenir de bonne foi pareille conception de la défense, et il faut se rendre à l'évidence : la France n'a pas de défense nationale. Et si l'Etat entretient un arsenal atomique ; s'il garde les forces de police, les réservistes de la gendarmerie et ceux de la Défense Opérationnelle du Territoire, soit encore près de cinq cent mille hommes) avec cinq cents chars « AMX 30 », cinq cents avions, deux cents navires et une quarantaine de « Mirage IV » où sont lovées des bombes atomiques (les chiffres cités datent de 1972), ce ne peut être que pour autre chose...

UNE ARMÉE DE GUERRE CIVILE

En mai 1968, le régime a chancelé sous la poussée des mouvements spontanés de jeunes et sous celle de la grève générale. L'Etat-Major a alors promené ses blindés en direction de Paris. De Gaulle s'est rendu au Q.G. français de Baden-Oos, en Allemagne, consulter des officiers généraux et supérieurs, dont le général Massu. Puis les choses se sont tassées. Mais depuis, de l'aveu même de M. Fanton qui était l'adjoint de M. Debré au ministère de la défense nationale, « la Défense Opérationnelle du Territoire est organisée pour éviter tout retour aux événements de mai 1968 » (déclaration faite le 19 janvier 1970).

De fait, les manœuvres militaires de la D.O.T. que l'on connaît vont clairement dans ce sens :

— « Hainaut 71 » (novembre) : le 43^e R.I. de Lille pénètre en Belgique pour participer fictivement à « la répression d'une insurrection populaire dans la région de Leuse » ;

— « Beauce 72 » (mars) : manœuvres sur le thème de « la répression des subversifs », en cherchant la collaboration de la population locale... qui ne marche pas. Si on analyse d'un peu plus près l'organisation de la

D.O.T., on s'aperçoit d'ailleurs que cette dernière est envisagée avant tout comme le moyen ultime de lutte contre une subversion interne, qu'il ne s'agit plus tellement pour elle de se préparer à des opérations de défense extérieure et que sa mise en œuvre aurait pour effet de placer le pays sous administration militaire totale en un rien de temps.

Mais le pouvoir ne se contente pas d'envisager l'utilisation de l'armée contre un mouvement insurrectionnel ou un nouveau « mai 68 » : il s'attache aussi à mettre sur pied le bris de grèves par les militaires. Ce n'est du reste pas nouveau : nous sommes maintenant habitués à voir les militaires remplacer les employés des transports en commun, les éboueurs et même les aiguilleurs du ciel. Mais il y a pire : un plan « crise » du ministère de l'Intérieur, prévoyant l'occupation par l'armée d'une dizaine d'entreprises-clés en cas de troubles sociaux. « Le Monde » du 15 avril 1972 rapportait qu'il s'agissait d'organiser « le fonctionnement de quelques entreprises vitales, même en cas de grève générale, grâce à des agents des forces de l'ordre **d'ores et déjà embauchés dans ces entreprises** ».

En plus de cela, un tri du contingent commence à se faire, en vue de l'utilisation éventuelle des « bons éléments » à des missions de maintien de l'ordre. En 1971 déjà, soixante mille sursitaires avaient été exemptés : ils représentaient le « reliquat » de la génération de mai 1968. Depuis, l'armée a entrepris de se constituer un fichier des appelés politiquement sûrs. Un service militaire fractionné est à l'essai dans deux régiments à partir de 1972 (huit mois de service puis deux périodes de deux mois échelonnées sur cinq ans), formule qui, s'accompagnant d'une sélection des individus, permettrait, si elle était généralisée, « d'inclure dans l'armée une troupe de milice » (lieutenant-colonel Frapier, dans « Forces Aériennes Françaises » de novembre 1971). Les réserves sont également en voie de réorganisation dans l'optique d'une protection de l'ordre établi, et ce n'est pas non plus par hasard s'il est désormais possible de demander à faire son service dans la gendarmerie auxiliaire. Quant à la réforme des sursis, elle avait pour but avoué de disposer d'un contingent plus « maléable ». On ne sera pas étonné, ceci étant, de savoir que depuis 1968, dans toutes les unités, les instructions rappellent que « la loi dispose que le maintien de l'ordre est une des missions de l'armée ; que les cadres et la troupe doivent donc être préparés à un emploi éventuel au maintien de l'ordre » (Note de l'Ecole d'Application du Génie, référence CF/DG, citée dans le document du P.S.U. « Les révolutionnaires et l'armée de la bourgeoisie »). Deux plans traitent de l'emploi des unités dans le maintien de l'ordre : le plan « Sagittaire » et le plan « Coccinelle », ainsi que les T.T.A. 175 et 185. Nous

avons vu ce qu'il en était de l'entraînement du contingent à cet effet, dans le cadre de la D.O.T. Quand ce sont les « cadres » qui s'entraînent, les appelés en subissent le contrecoup : le 4 mai 1971, des appelés du Régiment de Marche du Tchad, stationné à Monthléry, ont ainsi servi de « cobayes » aux gendarmes mobiles faisant une démonstration de combat de rue. Il y a eu des blessés parmi eux.

Enfin, on rappellera la nomination, en juin dernier, du général Bigeard comme adjoint au gouverneur militaire de Paris. S'en offusquant en première page, « Le Monde » du 22 juin rapportait que lors des manifestations lycéennes d'avril, un ministre avait lâché : « Il faudrait leur envoyer Bigeard ! ». C'est fait...

Mais on aurait tort de faire remonter l'origine de cette armée de guerre civile à mai 1968. Dès son accession à la tête de l'Etat, alors qu'il avait les pleins pouvoirs, de Gaulle a mis en place un système d'encadrement des Français, faisant de la distinction entre « temps de guerre » et « temps de paix » un anachronisme. Depuis l'ordonnance du 7 janvier 1959 « portant organisation générale de la Défense », la Défense est un état permanent qui prévoit et permet de mobiliser ou réquisitionner militaires et civils, hommes et femmes, sous la même autorité et avec les mêmes obligations, « en cas de menace ».

Un fichier national a, en outre, été progressivement constitué, qui permet de déterminer la place de tout citoyen dans la lutte improbable contre un ennemi extérieur et dans la lutte plus probable du système capitaliste contre toute tentative d'instauration, même légale, d'une société de type socialiste.

Une analyse de la Constitution montrerait d'ailleurs que « l'Etat de Défense » est inscrit dans les fondements de la V^e République, et la juxtaposition des tribunaux militaires aux tribunaux civils est à considérer également dans ce cadre. (En cas de mise en application de l'ordonnance de 1959 en vue d'arrêter par exemple une grève générale, ou plus simplement, comme cela s'est vu en 1968, pour réquisitionner un aéroport civil ou autre, les travailleurs concernés sont passibles, en cas de refus, des tribunaux militaires.)

UNE ARMEE POUR LES TRAFIQUANTS D'ARMES

On demandait un jour à Michel Debré, sur le perron de la rue Saint-Dominique, quel avait été son poste préféré : ministre des Finances, des Affaires étrangères, de la Défense nationale ? Il hésita un moment, puis choisit la Défense, « car je suis, à ce titre, le premier industriel de France ».

La réponse est révélatrice. Avant toute chose, la tâche du ministre des Armées est aujourd'hui en France de faire marcher l'industrie d'armement.

Nous avons rappelé la politique de défense de la V^e République, avec pour nerf central la force nucléaire de dissuasion. Cette dernière rend inutile toute armée classique, ou presque, sauf si celle-ci — et c'est ce qui se produit — est pensée comme école idéologique (le service militaire) et reconvertie en force de répression intérieure (sans compter les trente-cinq mille hommes des forces spéciales d'intervention, entraînés pour la « protection » de nos anciennes colonies...). Cependant, l'armée parade toujours avec ses tanks, et ses responsables veulent transformer à son usage les régions du Sud de la France en autant de camps militaires (Larzac, Canjuers...). Illogisme ? Non point...

D'abord, parce que quelle que soit l'utilisation qu'on veuille en faire, une armée moderne se doit d'avoir des chars. Ensuite et surtout, si un pays veut fabriquer des armes, il lui faut bien disposer de moyens et d'hommes pour les tester, en garantir la bonne qualité, et donner l'impression qu'elles sont nécessaires à la défense d'une nation. L'armée française est ainsi au service de Dassault et de ses avions, de Panhard et de ses véhicules, de Thomson-CFS et de ses radars et missiles, de Matra, de Hotchkiss-Brandt et de ses blindés légers, de Messiers et de ses trains d'atterrissage ; au service aussi d'un certain Etat, puisque le nôtre fabrique dans ses arsenaux une part importante de tous les armements !

Les ventes d'armes soulèvent périodiquement des protestations morales, et à cela le pouvoir est bien obligé de répondre quelque chose. Il répond que c'est peut-être regrettable, mais que pour faire vivre son industrie d'armement, et donc doter son armée d'un matériel satisfaisant, la France doit vendre, seule possibilité pour elle d'assumer le coût des matériels d'armement. Sur le plan strictement financier, l'argument est exact... et c'est probablement lui qui a présidé (sans oublier, toutefois, les intérêts néo-colonialistes) aux premières ventes d'armes de la France après-guerre. Mais il n'explique pas le complexe militaro-industriel qui caractérise aujourd'hui l'économie française...

LA DELEGATION MINISTERIELLE A L'ARMEMENT (D.M.A.) : UN RÉVÉLATEUR

Ainsi, l'Etat français est lui-même fabricant d'armes, et un gros fabricant. Mais il est également client, vendeur et contrôleur du commerce des armements, autrement dit il se trouve à la fois juge et partie. Pour tenir à bien ces différents rôles où domine la dialectique du profit et de la politique nationaliste du prestige, il s'est doté depuis 1961, date de réorganisation des armées, d'un organisme chargé de conduire la réalisation de tous les programmes d'armement : la D.M.A., Délégation Ministerielle à l'Armement.

Relevant sans intermédiaire du ministère des Armées, la D.M.A. emploie directement quatre-vingt mille personnes, dont quelque quatre mille ingénieurs. Les moyens financiers mis à sa disposition sont parlants : 50 % du budget des armées ! C'est dire déjà l'impact que ce principal agent du commerce des armes peut avoir sur l'économie, et notamment dans les secteurs où il ne dispose pas de ses propres moyens de production, tous secteurs de pointe (donc ayant à leur tour des répercussions sur toute l'économie) : l'électronique professionnelle (premier client avec 40 % du chiffre d'affaires), l'aérospatiale (client à 70 %) et l'industrie nucléaire (plus de 50 % des dépenses effectuées par le Commissariat à l'Energie Atomique sont financées par la D.M.A.). Subventionnant ouvertement, par ailleurs, 30 % de la recherche, la D.M.A. est amenée à avoir une vocation scientifique, technique et industrielle qui ne peut pas être sans incidences.

En 1970, son chiffre d'affaires était évalué à seize milliards de Francs. Cela la plaçait (et elle y reste) en tête des entreprises françaises.

Cette puissance permet évidemment à la D.M.A. de pouvoir intervenir au niveau des autres entreprises. C'est elle par exemple qui a favorisé les fusions Dassault-Bréguet, Nord-Aviation - Sud-Aviation - Serib, et la création, en 1971, de la Société Nationale des Poudres et Explosifs, dont le chiffre d'affaires était, dès la première année, supérieur au milliard.

La D.M.A. est bien entendu divisée en plusieurs directions. L'une d'elles, la Direction des Recherches et Moyens d'Essais, se révèle d'une importance particulière. Car non seulement elle a pour tâche d'harmoniser les efforts de recherches entrepris sous l'égide de l'armée, mais encore elle doit rassembler autour de la recherche militaire des compétences extérieures aux armées, en faisant largement appel à l'université et à l'industrie. Qu'il s'agisse de la mécanique des fluides ou de mathématiques appliquées, d'optique ou de recherche médicale, rien n'est étranger à la D.R.M.E.

Autre direction : la Direction des Affaires Internationales. S'occupant des exportations d'armes (sept milliards de Francs réalisés en 1971), son pouvoir est considérable, puisqu'elle agit directement auprès des administrations françaises et qu'elle traite non moins directement avec les gouvernements étrangers.

Toutefois, dans le secteur industriel, la D.M.A. est subordonnée à un « Groupe des Services Industriels et Industries d'Armement », chargé de contrôler l'ensemble de la fabrication, du commerce, de la réglementation et de la surveillance des matériels de guerre. Les principaux agents de ce Groupe sont des commissaires du gouvernement et des fonctionnaires-coordonateurs.

Les premiers, nommés directement par le ministre des

Armées, sont chargés d'exercer un contrôle permanent auprès des sociétés industrielles dont « l'activité est consacrée pour une part notable à l'exécution des commandes militaires ou de commandes classées matériels d'armement ». Leurs compétences s'étendent également à la gestion des entreprises et à leur politique salariale, et on aura remarqué la formule imprécise « part notable » qui peut inquiéter quand on sait que quelque quatorze cents entreprises en France ont déjà partie liée avec la fabrication d'armement.

Le rôle des fonctionnaires-coordonateurs, lui, est encore moins déguisé. Leur mission prévoit, en effet, « leur intervention dans la détermination des éléments généraux des prix de revient », et ce auprès des entreprises « civiles », après simple arrêté interministériel contresigné par le ministre des Finances.

La politique suivie par le régime est-elle aussi de mettre le plus possible d'entreprises dans le jeu de la fabrication des armements, ce qui lui permet de contrôler de plus en plus les lieux de travail. Récemment, « Le Monde » publiait (n° du 6 mars 1973) une page payée par l'intersyndicale du Centre National d'Etudes Spatiales, dans laquelle était dénoncée la nomination d'un directeur adjoint chargé des affaires militaires. « Cet organisme, était-il écrit, dont la vocation initiale était la recherche dans le domaine nucléaire, fut noyauté progressivement par des fonctionnaires militaires. » Mais ce sont actuellement la plupart des organismes de recherche et la plupart des entreprises d'importance que le pouvoir, dont on sait à quels intérêts il est lié, cherche à « noyauter ». La présence d'anciens militaires aux postes de commandement des entreprises, tels le général Gallois chez Dassault, le général Buchallet au Creusot, ou le général Robert à la C.G.E., n'est pas le résultat du simple hasard.

UN CHAMP D'ACCUMULATION DU CAPITAL

Si l'on ajoute les sept cent mille personnes (dont quatre-vingt mille civils) que la Défense nationale reconnaît « employer », les quatre-vingt mille travailleurs de la D.M.A., les deux cent onze mille personnes qui travaillent uniquement à la fabrication des armements, et celles qui ont permis, par leur travail, d'arriver au produit militaire et permis qu'il puisse être utilisé, on peut évaluer à trois millions le nombre de personnes qui sont présentement directement influencées dans leur vie économique par le phénomène militaire. Toutefois, ce chiffre ne tient pas compte de tous ceux qui travaillent dans des entreprises où la production d'armement n'est que marginale, mais sans laquelle la rentabilité de l'entreprise ne serait pas suffisante pour continuer la production et conserver le personnel. Il ne fait pas de doute, par



Arrestation de F. Janin - Photo Express Rhône-Alpes

exemple, que Berliet n'existerait plus si on ne lui permettait pas d'avoir 8 % de sa production consacrés à la fourniture de matériel militaire. Le secteur armement de Lip, en revanche, n'a pas permis de sauver l'entreprise dans le sens voulu. Mais en l'instaurant, gouvernement et actionnaires pensaient que cela serait possible, et dans des intérêts autres, les événements l'ont prouvé, que ceux du personnel.

Car la militarisation des entreprises (fût-ce de 1 % ou 2 % de la production totale) est le résultat d'une entente entre possédants. Le secteur privé se révèle le gros bénéficiaire des commandes d'armement. En 1969, par exemple, sur quinze millions de commandes, 23 % sont allés aux établissements d'Etat, 22 % au secteur parapublic, et 55 % au secteur privé. Et si l'on ventile des sous-traitances, la part dont a bénéficié le secteur privé représente un pourcentage de 75 % !

En vérité — et c'est là la réalité qui demanderait à être étudiée de très près par ceux qui luttent pour une société socialiste —, la militarisation a une fonction spécifique dans le développement contradictoire du capitalisme : fournir un champ d'accumulation du capital.

Dans une étude à paraître prochainement, un membre du Groupe d'Action et de Résistance à la Militarisation (Lyon) ayant une formation d'économiste, Olivier Brachet, a tenté de cerner le rôle fondamental joué désormais par le complexe militaro-industriel dans l'économie capitaliste. Nous lui avons emprunté ce qui suit, de même que nous avons utilisé son travail pour la rédaction du paragraphe précédent.

Qui a étudié le fonctionnement du système capitaliste sait, en effet, que celui-ci se développe au travers des contradictions qui naissent de la recherche du profit et de la nécessité de réinvestir pour faire d'autres bénéfices (d'où baisse tendancielle du taux de profit). Pour pallier à ce risque de contradiction, le capital a besoin, aussi, de champs d'accumulation. Au début du siècle, l'impérialisme colonial représentait un champ idéal, car l'état de la concurrence, le vaste réseau colonial permettaient au capitalisme de s'assurer des débouchés et des approvisionnements sûrs. Mais aujourd'hui, cela n'est plus, et l'économie capitaliste rencontre des problèmes d'investissements dans le domaine directement productif, le niveau de rentabilité chez ce dernier tendant à diminuer, ainsi que les débouchés ne demandant pas des renforts de publicité et de techniques de commercialisation trop coûteux. Les détenteurs de capitaux sont donc, pour ces raisons, incités à s'orienter vers la production de matériel militaire, celui-ci ayant des débouchés non seulement le plus souvent garantis par l'Etat, mais encore ayant l'avantage de ne pas être socialement utiles. Consommant beaucoup et de manière improduc-

tive, le domaine militaire permet de relever le taux moyen de profit des capitalistes...

L'ANTIMILITARISME : UN DEVOIR

Nous n'avons pas même, ici, évoqué tous les aspects-clés de la militarisation. Nous n'avons rien dit, par exemple, du jeu financier de l'Etat et des banques pour renforcer la militarisation et donc la puissance des monopoles comme Dassault. Nous n'avons pas montré combien la recherche scientifique était subordonnée en France au système militaire. Nous n'avons pas dénoncé les accords de défense nés de la Communauté franco-africaine, et qui permettent de maintenir nos anciennes colonies dans l'exploitation. Nous n'avons pas essayé de voir dans quelle mesure toute la société actuellement était organisée sous le mode militaire (l'école préparant à la caserne, la caserne à l'usine et à l'acceptation des situations d'injustice...). Nous n'avons pas davantage tenté d'expliquer, à la suite d'Olivier Brachet, les responsabilités de la militarisation dans l'inflation qui accable les travailleurs. Nous n'avons pas... etc., etc.

Mais nous espérons au moins que les éléments de recherche que nous avons voulu donner, sauront montrer l'urgence d'une analyse approfondie de la réalité de la militarisation au-delà de ses manifestations superficielles.

On peut, en effet, trouver des « alternatives » à la défense armée. Mais il n'y a pas d'alternative à trouver à la militarisation, sinon travailler à son sabotage. Et la seule stratégie qui soit en notre possession à cet effet est l'antimilitarisme sous toutes ses formes.

En menant des actions de ridiculisation et de dénonciation du système militaire, en aidant à porter la désobéissance dans les casernes, en soutenant tous ceux qui s'insoumettent ou qui désertent, en menant une propagande antimilitariste, en objectant au service et à une partie de ses impôts, en invitant les travailleurs à porter au grand jour tout ce qu'ils connaissent de la militarisation de leurs entreprises, en essayant de promouvoir un courant anti-autoritaire partout où cela est possible, incontestablement nous ébranlons le système d'exploitation que nous connaissons. Il serait temps que les militants pour une société socialiste et les partisans de la non-violence pas encore convaincus le comprennent...

Christian DELORME.

L'HEURE EST A L'INSOUMISSION

Dans une société où la violence structurelle devient de plus en plus évidente et de plus en plus lourde à supporter, dans une société où la « violence-acte » est monnaie courante, dire, dans la perspective « non violente » qu'est la nôtre, que l'heure est à l'insoumission n'est ni très original ni très nouveau.

En effet, l'insoumission est partout, elle se vit au plan des idées et des déclarations... « il n'y a que l'esclave qui dit toujours oui »... les protestataires du Pacifique l'été dernier étaient à leur manière des insoumis. Les paysans du Larzac ne se soumettent pas à la loi inique d'expulsion... les objecteurs de conscience ne se soumettent pas tous à l'affectation d'office dans l'Administration des Forêts... de moins en moins les autorités ecclésiastiques elles-mêmes n'acceptent de servir de faire-valoir du pouvoir établi, elles « osent » enfin sortir de la prison des « bienséances » complices.

Du point de vue évangélique il est incontestable que le premier insoumis au carcan legaliste de la religion juive a été le Christ... « Le Sabbat est fait pour l'homme et non l'homme pour le Sabbat » ; bref, de la révolte d'Antigone jusqu'à nos jours, l'insoumission traverse l'histoire des hommes comme la preuve de leur soif de vivre, d'aimer et d'avancer. Par conséquent, dire que l'heure est à l'insoumission c'est se borner à un constat. La foi est une transgression de cet ordre de choses en vue d'un monde autre, elle est contestation de la fatalité, elle défatalise l'histoire bloquée.

Mais, en me demandant d'écrire pour la nouvelle revue « Alternative Non Violente » sur le thème de l'insoumission, les responsables de cette publication visaient certainement quelque chose de plus précis, de plus direct : l'insoumission militaire. C'est donc de celle-là que je parlerai, encore que dans mon esprit le militarisme est un produit de la société globale, et qu'il n'y a pas de combat valable, je veux dire efficace, cohérent, adulte pour tout dire, de l'ordre militaire qui ne soit **aussi** combat contre le racisme, l'exploitation économique de l'homme, et autres aliénations... tout se tient.

Préalablement je ferai deux remarques : l'une concernant l'usage qu'on fait du vocable « non-violence », l'autre sur « l'antimilitarisme ».

Dans mon esprit il y a équation entre « non-vio-

lence » et « perfection », dans une société marquée par la violence je ne dirai donc jamais que je suis un « non-violent » ou que tel groupe le soit, il serait alors parfait. En dehors du Christ, l'histoire n'en connaît aucun, Gandhi et Martin-Luther King étaient humbles à cet égard, certes ils se fondaient sur les techniques et la philosophie de la non-violence mais sans jamais prétendre les assumer. Ceci pour dire qu'il ne faudrait pas se laisser enfermer, même à notre insu, dans cette image de marque qui est sans doute nuisible aux visées non violentes qui sont les nôtres.

En ce qui concerne l'antimilitarisme, il me paraît être l'une des conditions adultes de ceux qui cherchent une alternative non violente aux menaces de la Société. Dire à tout bout de champ : « Je ne suis pas antimilitariste », quand on se réclame de la non-violence, non seulement porte à sourire, mais est un non-sens pour ne pas dire une duperie. Pour dire que l'on respecte **l'homme** militaire, point n'est besoin de laisser croire qu'il faut, par des formules ambiguës, qu'on tolère « l'ordre militaire ».

Le militarisme étant l'une des systématisations les plus évidentes de la violence, on serait mal venu de dire qu'on n'est pas farouchement antimilitariste. Pourquoi prendre tant de gants à l'égard d'un état d'esprit si nuisible à la non-violence ?... ou bien ferait-on là aussi de la démagogie ?... on peut être de même dialoguant avec les banquiers tout en étant ouvertement anticapitaliste. Bien plus, à un certain moment, respecter l'homme (militaire ou capitaliste) consistera, tel Nathan devant le roi David, à dire : « Tu es cet homme-là »... à le désigner nommément, car la libération non violente, si elle arrache l'exploité à son aliénation, vise aussi à arracher le riche et le militaire de sa condition misérable d'exploiteur et d'aliéneur. Pour ma part, je vois une maladie infantile dans cette non-violence qui affiche ne pas être antimilitariste. Le côté folklorique et le manque d'analyse de certains antimilitaristes, pour aussi puérils et inefficaces qu'ils soient, ne changent rien au fond du problème.

En ce qui concerne maintenant l'insoumission militaire, on peut certes parler de l'insoumission à l'intérieur de l'armée, encore que Daniel Pennac (1), dans son remarquable livre « Le service militaire

(1) Editions du Seuil.

au service de qui ? », montre magistralement qu'elle fait souvent l'affaire du système ; je dirai plutôt ce que je pense de l'autre refus, l'insoumission totale. Les lecteurs des « Cahiers de la Réconciliation », vieille revue qui depuis plus de 40 ans développe ces thèmes d'alternative « non violente », savent, après avoir lu le numéro spécial consacré à la commission juridictionnelle (2) chargée de statuer sur les cas d'objection de conscience, « qu'après dix ans d'expériences malheureuses et en face d'une considérable évolution des esprits, on en arrive à dénoncer ce statut (qui avait été accueilli avec soulagement en 1963 par le Mouvement de la Réconciliation qui n'avait cessé de le réclamer) comme contraire à l'intérêt général, car il ne satisfait ni le gouvernement qui se montre incapable de l'appliquer avec cohérence, ni la morale politique, ni la conscience individuelle ou collective qui n'y trouvent pas leur compte, ni surtout la jeunesse qui est la première concernée et qui, de plus en plus, ne se reconnaît pas dans ces textes ».

Reste alors le refus pur et simple. Il n'est pas sans inconvénient. Si le pouvoir peut, dans la plus grande indifférence générale, poursuivre, incarcérer, juger quelques centaines ou quelques milliers d'insoumis isolés, le rapport de forces se trouve modifié dès lors qu'il a affaire à des groupes (manifeste des 343 femmes, déclaration des 331 médecins — un jour de ce printemps, on peut dire au sujet de l'avortement, sans se prononcer sur le fond du problème, que le pouvoir a été à Grenoble et non à Paris, — groupe des 112 objecteurs de conscience, opération 20 qui a été une opération 100, groupe d'insoumission totale de Lyon, et tout récemment paye « sauvage » chez Lip). Dans tous les cas ci-dessus, le pouvoir a été débordé et pratiquement sans parade. Un groupe d'insoumis faisait remarquer dans « Tribune Socialiste » du 15 mars dernier que « beaucoup trop souvent des groupes gauchistes appellent à la lutte antimilitariste pour masquer la réalité de leurs embrigadements et le pauvre usage qu'ils font de leur liberté civile. Mais les appels à la création de **groupes** d'insoumis pourraient devenir une riposte révolutionnaire sans parade bourgeoise ».

Au fond, le problème actuel qui se pose à l'insoumission totale, c'est qu'elle soit toujours **collective**. Celle-ci, dès lors, doit chercher à se populariser, comme Lip a popularisé son combat. Il faut abso-

lument dépasser le stade des « martyrs » individuels, parfois suicidaires. — L'antimilitarisme qui débouche sur la lamentable décision « d'y aller quand même » ne fera pas illusion longtemps... Cette formidable peur de vivre, qui conduit à croire que l'on choisit quand, en fait, on ne fait qu'accepter, va s'écrouler en se reconnaissant. Là-dessus, Daniel Pennac a dit aussi des choses définitives. Refuser l'armée en s'insoumettant collectivement, c'est aussi ne pas dissocier la lutte antimilitariste de la lutte globale. Se grouper pour généraliser le refus, c'est considérer que l'urgence c'est **MAINTENANT**, qu'il n'est plus possible de reculer les limites du supportable au nom du raisonnable ou de l'autorité ou de la révolution planifiée. Naturellement il faudrait, pour qu'ils soient opérationnels, que ces appels à l'insoumission collective soient portés aussi par les « notables », il faudrait qu'il soit évident que celle-ci est liée aux autres luttes pour la libération de l'homme, en sorte que la jeunesse ne porte pas seule le poids injuste de la répression sous le seul prétexte des « 20 ans ».

Quant au service national civil souvent proposé en contrepartie du service militaire, on se demande ce qu'il signifie dans un monde où toute la vie doit se vivre au service de la communauté humaine toute entière. Le système de la tranche d'âge réservée aux vingt ans n'est là que pour donner le change à l'exécrable service militaire... on n'a rien à en faire.

Actuellement, nous entrons dans une phase policière et totalitaire où l'on ne voit pas très bien quelle autre réplique on peut suggérer pour rester des hommes que l'insoumission totale, même si elle n'est pas toujours mûrie comme il serait souhaitable qu'elle le fût... courber l'échine n'est pas non plus une position très « mûrie » si l'on va par là !... je crois qu'il appartient aux divers courants non violents de ne pas se bloquer dans une réflexion négative à l'égard de l'insoumission... Jean-Marie Muller, dans sa conférence de presse du mois d'août, n'hésite pas à parler de désobéissance civile... les autorités catholico-protestantes, à l'égard de la bombe, justifient le refus... alors ? passons aux actes !...

Ce faisant, nous ne forçons personne ; l'armée, quant à elle, ne peut en dire autant.

René CRUSE.

(2) Numéro de février 1973 à commander au M.I.R., 4, allée de Pologne - 91300 MASSY.

L'ANTIMILITARISME, MALADIE INFANTILE DE LA NON-VIOLENCE ?

Si nous voulons entreprendre une réflexion en profondeur au sujet de l'antimilitarisme, d'emblée nous risquons de nous laisser prendre au piège des mots. C'est pourquoi, avant toute appréciation, nous sommes amenés à préciser quelles sont les hypothèses de travail qui doivent être retenues. Il est très difficile de cerner de près les tenants et les aboutissants de l'antimilitarisme, car lui-même ne s'est jamais défini en un corps de doctrine rigoureux. Ses contours semblent flous et ses thèses mal définies. Surtout, les comportements qui se réclament de lui apparaissent peu cohérents. Le mot même d'antimilitarisme évoque une opposition irréductible à l'armée, mais il est trop clair que cette opposition ne peut se suffire à elle-même. En fait, l'antimilitarisme ne se fait connaître à l'opinion publique que par quelques manifestations marginales qui sont perçues comme des excès. Dès lors, l'antimilitarisme lui-même apparaît comme un excès, comme un extrémisme dans lequel le public ne se reconnaît pas et que, par conséquent, il réprouve. Mais il s'agit de savoir qui porte la faute de cette mauvaise réputation. Est-ce l'opinion publique, dont le jugement ne saurait être normatif a priori, ou est-ce les partisans de l'antimilitarisme eux-mêmes ? Faut-il accepter de définir l'antimilitarisme à partir des excès perçus par le public, ou faut-il, au contraire, s'efforcer de donner de lui une définition qui le laverait des accusations portées contre lui ? Car il entre nécessairement dans la signification des mots une large part de convention et plusieurs choix sont possibles ici. Ainsi, pourrait-on définir l'antimilitarisme comme une opposition au militarisme, et définir le militarisme comme une prépondérance de l'armée dans la vie d'une société qui mette gravement en danger la démocratie. Dès lors, comment tous les démocrates pourraient-ils ne pas se déclarer ouvertement non seulement partisans, mais aussi militants de l'antimilitarisme ? Les excès commis ici ou là, au nom de l'antimilitarisme, n'étant plus que des déviations (mais, après tout, quel mouvement peut prétendre ne pas en connaître ?) qui doivent être considérées comme telles. Pour notre part, nous ne sommes pas portés à ce choix. Car les excès de l'antimilitarisme ne sont pas imaginés par l'opinion publique et ils se retrouvent trop constamment dans les écrits et les actions de ceux qui se réfèrent à l'antimilitarisme, pour pouvoir être appréciés seulement comme les déviations, en quelque sorte inévitables, d'un mouvement qui aurait sa rigueur et sa cohérence. D'autre part, la perception négative de l'antimilitarisme est trop profondément enracinée dans l'opinion publique pour qu'on puisse prétendre en faire fi. Les mots ont une histoire et il ne convient pas de les redéfinir en dehors de cette histoire qui leur confère la signification dont ils sont chargés. Ce serait prendre continuellement le risque de ne pas se faire comprendre et perpétuer une équivoque qui ne cesserait de peser sur la clarté du débat. (Le mot de non-violence est, lui aussi, très équivoque a priori, mais précisément, les écrits et les actions de ceux qui ont fait l'histoire de ce mot, qu'il s'agisse de Gandhi, de Luthuli, de Martin Luther King,

de Danilo Dolci ou de César Chavez, lui donnent une signification précise et rigoureuse et enlèvent finalement toute équivoque.) Devant un problème aussi complexe que celui posé par l'armée, le jugement populaire importe au plus haut point, car c'est lui qui finalement s'avère déterminant.

Certes, il existe un certain « antimilitarisme » populaire, mais qui se situe sur un tout autre registre que l'antimilitarisme militant. Le Français est, en effet, volontiers frondeur à l'égard de l'armée, comme il l'est à l'égard de l'Etat ou de l'Administration. L'humour qui peut être qualifié d'antimilitariste a une solide tradition dans notre pays. Les histoires drôles et quelquefois méchantes qui ridiculisent l'adjudant ou le colonel ont toutes chances de faire rire les Français. Mais, ce faisant ils ne rient que d'eux-mêmes. Ce rire n'est pas un refus, il n'est qu'une acceptation amusée. Ce rire ne permet pas une plus grande contestation de l'armée, mais au contraire une meilleure adaptation. Que le Français aime à rire du percepteur, cela ne l'a jamais conduit à refuser de payer ses impôts. Au contraire, cela lui permettrait de les payer de bonne humeur car il aura défilé son agressivité en riant. De même, que le Français aime à rire de l'adjudant, cela ne l'a jamais amené à refuser de marcher au pas. Au contraire, ce sont ceux qui sont à l'armée qui se plaisent à chanter les chansons antimilitaristes. Et ces mêmes Français qui trouvent parfaitement plaisant l'antimilitarisme de cabaret, jugeront très sévèrement les manifestations antimilitaristes dont ils pourront être les spectateurs dans la rue.

L'ANTIMILITARISME DEFINI COMME UN EXCES

C'est pourquoi il nous semble que le meilleur choix soit de nous rallier à cette sévérité du plus grand nombre à l'égard de l'antimilitarisme et de le définir comme un excès, comme un extrémisme, c'est-à-dire, en fin de compte, comme une erreur. On peut faire un autre choix et je respecte ceux qui le font, mais je pense qu'il est maladroit de le faire. Nous sommes bien d'accord avec les partisans de l'antimilitarisme pour penser que l'armée doit être contestée et contestée radicalement. Mais toute action de contestation de l'ordre établi doit être conçue et organisée dans la perspective d'une **pédagogie** à l'égard du plus grand nombre, à l'égard des « masses ». Or, n'en déplaise à certains, les masses ne sont pas révolutionnaires et il est parfaitement vain de vouloir se persuader du contraire. Le secret de la pédagogie réside dans une certaine patience qui permette de respecter le cheminement des autres, d'apprécier et de tenir compte des capacités de changement des mentalités de la majorité silencieuse et, pour cela, de mesurer les résistances et les répugnances qui se font jour au sein de cette majorité dès qu'elle doit affronter une idée neuve qui l'oblige à une profonde remise en cause. Cette patience est la seule manière de gagner du temps et de précipiter le mou-

vement de l'histoire. Car cette pédagogie est la seule manière d'être efficace. Or, précisément, les manifestations traditionnelles de l'antimilitarisme manifestent une impatience caractérisée qui rend impossible l'adhésion du plus grand nombre. J'entends bien que cette adhésion ne saurait être un préalable à l'action, parce que l'initiative de l'action n'a toujours été et ne sera jamais que le fait d'une minorité. Mais, pour être efficace, l'action de la minorité doit rencontrer l'adhésion des masses. Il est paradoxal d'entendre ceux qui ne cessent de parler de la nécessité de susciter des actions de masses, et les antimilitaristes ne s'en privent point, parler un langage absolument incompréhensible des masses.

L'ART DE LA COMMUNICATION

La lutte contre le militarisme, comme toute lutte qui vise une remise en cause profonde de la société, doit passer par le détour de la **popularisation**. Or, force nous est de constater que les partisans de l'antimilitarisme font preuve de beaucoup de maladresse dans l'art de la **communication** qui est pourtant le fondement même de toute action politique et, particulièrement, de toute action révolutionnaire. L'antimilitarisme rejoint très vite un certain gauchisme caractérisé par une pensée gauchie et une action gauche qui sont en porte à faux par rapport à l'opinion publique. La première exigence de la communication est de comprendre et de respecter la psychologie de ceux à qui nous voulons nous adresser. L'importance de cette compréhension et de ce respect à l'égard des autres n'est pas tant à considérer, du moins ici, du point de vue de l'exigence morale que de celui de la nécessité stratégique. Précisément parce que la majorité n'est nullement prête à faire une remise en cause fondamentale de l'armée, et parce que cette remise en cause est urgente, il convient d'être extrêmement rigoureux dans le choix des moyens d'information et d'action. Face aux problèmes posés par l'armée, les opinions publiques sont davantage motivées par des réactions émotionnelles (que l'on pense ici au poids de l'éducation reçue) que par des réflexions rationnelles. Or, le discours et l'action antimilitaristes affectionnent particulièrement d'être des provocations qui ne peuvent que susciter un phénomène de rejet de la part des auditeurs et des spectateurs qui se sentent agressés et offensés. Le discours antimilitariste est un blasphème et l'action antimilitariste est un sacrilège qui viennent heurter de front les sentiments de ceux qui restent « attachés » à l'armée. Or, ceux-ci, qui sont la grande majorité, doivent être les interlocuteurs privilégiés dans un débat qui a pour but une mise en question de l'armée. L'antimilitarisme manque son but lorsqu'il les indispose au lieu de leur poser question. C'est ainsi qu'on viendra souiller un monument aux morts, en prétendant dénoncer la sacralisation de la guerre. Mais, à s'y prendre de cette manière, on ne peut amener les gens qu'à se replier sur eux-mêmes et à nourrir leur ressentiment contre les « agitateurs » qui viennent troubler l'ordre public.

DE LA REVOLTE ET DE LA POLITIQUE

L'attitude antimilitariste procède souvent d'une révolte contre la société qui s'exprime brutalement sans être rationalisée à

travers une analyse et un projet politique. L'antimilitarisme, alors, ne se fonde pas tant sur une réflexion que sur une réaction viscérale souvent exacerbée. La littérature antimilitariste est une littérature révoltée, et non pas révolutionnaire. Le discours antimilitariste abonde en formules imprécatoires qui ne risquent guère d'impressionner les faits. Proclamer l'urgence d'« abattre l'armée », c'est sans doute exprimer une agressivité qu'il est sain de ne pas refouler, mais ce n'est pas exposer un projet politique. De même, il est trop clair que le slogan : « Debré, salaud, le-peuple-aura-ta-peau ! », qui a fait fortune ces dernières années au cours des manifestations organisées contre l'armée, est une réaction encore infantile. Une invective n'est pas un mot d'ordre politique. Or, précisément, l'antimilitarisme se complait à adresser des injures aux militaires. Ainsi, cette affichette que l'on vit naguère recouvrir les murs d'Angers, qui proclamait : « Quand on est con, on est con. Quand on est encore plus con, on est militaire ». On imagine assez mal quelle prise de conscience une pareille affirmation peut susciter au sein de la population d'Angers. Aussi, est-ce tout à fait abusivement que l'on dit parfois que les groupes antimilitaristes sont très fortement politisés. En fait, ils le sont très peu.

LE RACISME ANTIMILITARISTE

Il entre dans l'antimilitarisme une part de racisme à l'égard des militaires. Certes, il existe des imbéciles parmi les militaires et leur imbécilité est particulièrement dangereuse car elle a la possibilité de s'exercer directement sur la vie des autres. Et certaines accusations se fondant sur des faits précis et indiscutables, sont parfaitement justifiées. Cependant, il serait injuste d'entendre ces accusations à l'ensemble de ceux qui ont partie liée avec l'armée. Le racisme consiste précisément dans cette généralisation abusive. Or, incontestablement, il existe dans l'armée des hommes de bonne volonté et il est essentiel de préserver les possibilités de dialogue avec ces hommes-là. Tout racisme est réactionnaire et la révolution n'en a que faire. Non seulement le racisme est méchant, mais il est bête. Il est parfaitement vain d'attendre quelque efficacité que ce soit d'une action inspirée par le racisme antimilitariste. Non seulement on ne peut espérer résoudre les vrais problèmes, mais on ne parvient même pas à les poser. On les masque plutôt. Et, là encore, au lieu de susciter la réflexion, on provoque des réactions hostiles qui rendent plus difficiles encore la recherche des vraies solutions.

L'antimilitarisme bute contre l'obstacle au lieu de le contourner. Une attaque directe menée contre l'armée est vouée à l'échec. Elle se brise inmanquablement contre la résistance qu'elle rencontre à la fois des pouvoirs établis et de la part de l'opinion publique. Pour espérer une remise en cause fondamentale de l'armée, il convient avant tout de comprendre sur quoi se fonde l'adhésion à l'armée chez la grande majorité de ceux qui la jugent parfaitement justifiée. Car c'est eux qui rendent l'armée possible et qui rendent impossible sa remise en cause. Ils n'ont pas le pouvoir, mais le pouvoir n'a de puissance que pour autant qu'ils lui en accordent.

DE LA MYSTIQUE ET DE LA POLITIQUE

Pour clarifier le débat sur l'armée, il nous semble nécessaire de reprendre la distinction faite naguère par Péguy entre la mystique et la politique. La mystique, c'est l'idéal qui fonde la théorie et les principes ; la politique, c'est la pratique et les méthodes auxquelles on a recours au nom de l'idéal. Or la politique est toujours la trahison de la mystique. Pour ce qui nous concerne ici, il convient de distinguer la mystique militaire et la politique militaire. Et il faut savoir de quoi on parle quand on parle de l'armée : s'agit-il de la mystique militaire ou de la politique militaire ? Car la politique militaire est détestable et doit être détestée, tandis que la mystique militaire est respectable et doit être respectée. La mystique militaire repose sur l'honneur, le courage, le sacrifice, la passion de la liberté incarnée dans la volonté de se défendre quoi qu'il en coûte. Et qui peut dire que ces mots n'ont toujours été et ne seront jamais que des mots pour les militaires ? Au demeurant, nous y reviendrons tout à l'heure, les antimilitaristes qui ne cessent de critiquer l'armée bourgeoise, sont généralement tout prêts à faire l'éloge de ces mêmes vertus militaires lorsqu'il s'agit d'une armée populaire. C'est pourquoi il n'y a rien à redire à la mystique militaire. Or c'est précisément sur la mystique militaire que se fonde l'adhésion du plus grand nombre à l'armée et c'est parce que l'antimilitarisme apparaît comme le reniement de cette mystique qu'il est irrecevable.

Toute remise en cause de l'armée n'a de chance d'aboutir que si la mystique militaire est d'abord reconnue et respectée. A partir de là, il s'agit de dénoncer la dégradation de la mystique lorsqu'elle devient politique. Ainsi que Péguy l'a montré, cette dégradation est une loi commune, mais la dégradation de la mystique militaire en politique militaire est peut-être celle qui va le plus loin. Car d'une mystique qui est la défense de la liberté et la recherche de la justice, on en arrive, par la mise en œuvre des techniques militaires, à une pratique qui porte gravement atteinte à la fois à la liberté et à la justice. Que les tenants du désordre établi abusent à temps et à contre-temps de la mystique militaire pour justifier la politique militaire, cela ne saurait être nié, à moins d'être de mauvaise foi. Mais pour être juste dans l'appréciation de l'abus, il convient d'abord de définir quelle est la légitimité de l'usage. Car les pouvoirs établis seront toujours gagnants tant qu'ils arriveront à justifier leur politique militaire en faisant valoir la nécessité de pouvoir se défendre et ils auront trop beau jeu d'accuser les antimilitaristes d'« affaiblir la volonté de défense de la nation ». Ici, les tenants de l'antimilitarisme parlent du « mythe de la défense nationale ». Certes, il convient de dénoncer le militarisme et le nationalisme auxquels succombent aujourd'hui les pouvoirs établis en organisant la défense nationale. Mais il reste, d'une part, que l'idée de nation correspond à une réalité non seulement historique, mais aussi culturelle, c'est-à-dire humaine, et qu'il est parfaitement illusoire de prétendre que nous devons y renoncer (nous considérons le mondialisme, en tant que projet politique, comme une illusion) ; d'autre part, la possibilité de se défendre contre une éventuelle agression extérieure est l'une des exigences vitales de toute collectivité humaine et, là encore, il serait vain de vouloir le nier. Le besoin de pouvoir se défendre est exploité par les puissants, précisément parce qu'ils en ont compris l'importance vitale. Mais il

n'est pas créé par eux car il existe naturellement en tout homme. L'homme a peur ; il a peur de l'avenir, il a peur des autres et, cela, indépendamment des dangers et des menaces réelles qui pèsent sur lui. Et il doit surmonter cette peur pour vivre en sécurité. Pour cela, il faut qu'il puisse disposer de moyens de défense dans lesquels il ait confiance. Les antimilitaristes se trompent : ce n'est pas seulement Michel Debré ou Robert Galley qui affirment la nécessité d'une défense nationale, c'est aussi l'homme de la rue à qui le capitalisme ni l'impérialisme ne rapportent rien. C'est aussi le prolétaire. Dès lors, la défense nationale n'est pas un mythe, mais une nécessité.

LA LUTTE DES CLASSES AU SEIN DE LA NATION

Les tenants de l'antimilitarisme font valoir que la réalité de la lutte des classes fait voler en éclat toute idée de nation et que l'armée n'est qu'un instrument de répression utilisé par la bourgeoisie pour maintenir ses privilèges dans tous les domaines : idéologique, politique et économique. Il n'y aurait donc pas de Français, mais des exploités français et des exploités français ; et l'armée ne serait là que pour assurer la défense des exploités contre une éventuelle agression des exploités. En fait, cette analyse s'avère partielle et partielle. Disons extrême. Mais au-delà des simplifications et des exagérations qui affaiblissent grandement la crédibilité de cette thèse, elle contient incontestablement une part de vérité qui doit être retenue. Il est vrai que la lutte des classes est une réalité fondamentale de notre société. Il existe, par conséquent, des intérêts antagonistes au sein d'une même nation qui rendent fallacieuse l'image de tous les Français revêtus d'un même uniforme, défilant au pas derrière un même drapeau. L'idéologie militaire ne reconnaît pas la lutte des classes et cela constitue en effet l'une des raisons majeures pour lesquelles elle doit être dénoncée et combattue. Mais la nécessité de la lutte des classes ne saurait faire disparaître la nécessité de la défense collective. Certes, il arrive un moment où ces deux nécessités deviennent contradictoires, mais nous ne pouvons pas prendre le loisir de supprimer un terme de cette contradiction. Il nous faut réaliser la conjugaison dialectique de ces deux nécessités.

LE MILITARISME DE L'ARMÉE REVOLUTIONNAIRE

L'une des faiblesses de l'antimilitarisme est de s'exprimer généralement de manière unilatérale en ne condamnant que l'armée bourgeoise au service du capitalisme et de l'impérialisme. Dans le même temps, ceux qui brandissent cette condamnation ne s'embarrassent pas pour laisser entendre qu'ils sont tout prêts à justifier une armée populaire qui viendrait combattre le capitalisme et l'impérialisme. Certes, nous ne saurions porter la même appréciation sur une armée bourgeoise et une armée révolutionnaire. Il ne nous est pas permis de renvoyer dos à dos une armée qui s'efforce de maintenir des privilèges et une armée qui s'efforce de conquérir des droits. Nous ne saurions renier la solidarité que nous devons avoir envers les opprimés, quand bien même ils choisissent la violence pour tenter de se libérer. Mais au bout du compte de toutes les différences qui

existent entre les armées bourgeoises et les armées révolutionnaires, on retrouve toujours le militarisme avec son lot de contraintes inacceptables qui font courir un danger mortel à la démocratie.

L'histoire est là pour nous montrer à l'évidence que toutes les révolutions ont été accompagnées de la renaissance d'un militarisme, et, par lui-même, le militarisme est toujours réactionnaire. Aussi bien, une fois que l'on a décidé d'abattre l'armée au service du capitalisme, le problème reste entier de savoir comment il sera possible d'abattre le capitalisme sans organiser de nouveau une armée, et comment une société devenue socialiste affrontera le problème de sa sécurité et de son indépendance. Dans une visée révolutionnaire, le problème de la défense ne doit pas être négligé jusqu'au Grand Soir où la Révolution viendra accomplir son œuvre. C'est dès maintenant que nous avons à mettre en place les jalons d'une défense populaire qui soit cohérente avec notre projet d'une société nouvelle. Nous raisonnons de travers si nous pensions qu'il nous faut d'abord changer de société avant de changer de défense. Car la mise en œuvre d'une autre conception de la défense nationale que celle que nous connaissons présentement, peut être l'un des facteurs les plus importants pour le changement de la société.

UNE ALTERNATIVE A LA VIOLENCE

Dès lors, la véritable réponse au problème de l'armée ne peut se trouver que dans la recherche d'une alternative à la violence pour pouvoir résoudre les inévitables conflits entre les différentes collectivités humaines. La mystique s'incarne dans la politique par le moyen de la technique. Or, précisément, la technique militaire, c'est la violence. C'est pourquoi, dès que commence la politique militaire, la mystique militaire se trouve reniée, et cela, soulignons-le encore, que l'armée soit révolutionnaire ou qu'elle soit bourgeoise. C'est pourquoi la mystique militaire elle-même nous conduit à trouver une autre technique que la violence qui puisse l'incarner sans la dégrader. Cette technique ne peut être que la non-violence. Tant que l'on s'attachera à l'idée que la violence est nécessaire pour résoudre les inévitables conflits entre les différentes collectivités, bon gré, mal gré, on nourrira le militarisme. C'est pourquoi, l'antimilitarisme, par lui-même, s'avère incapable d'aller jusqu'aux racines du militarisme. Les problèmes posés par l'antimilitarisme ne pourront trouver de véritables solutions que dans la perspective offerte par les principes et les techniques de la non-violence. A partir de ce moment-là, nous entrons dans une nouvelle problématique qui n'est plus celle de l'antimilitarisme, mais qui devient celle de la non-violence. Certes, la non-violence implique une critique fondamentale de l'armée, mais son angle d'attaque est différent de celui de l'antimilitarisme. Si elle reprend à son compte les contestations de l'antimilitarisme, la non-violence les résout dans une visée globale et cohérente, elle les reformule à travers une pensée précise et universelle, elle les traduit à travers des actions qui s'intègrent dans un programme constructif. Alors que l'antimilitarisme reste prisonnier de la contestation, la non-violence conteste et propose en même temps. Et la contestation elle-

même prend alors une signification positive. En proposant une alternative à la défense armée, la non-violence désamorce les accusations que l'antimilitarisme appelle sur lui. Ainsi, la tâche la plus utile et la plus féconde n'est pas tant de multiplier les condamnations contre l'armée, dont nous avons appris qu'elles étaient finalement inopérantes, mais de concevoir et de commencer à organiser une défense populaire par la mise en œuvre des techniques d'action non violentes.

LA STRATEGIE DE L'ACTION NON VIOLENTE

Le principe essentiel de la stratégie de l'action non violente est celui de la non-coopération. Il repose sur l'analyse suivante : la force des injustices dans une société vient de ce qu'elles bénéficient de la coopération volontaire ou résignée de la majorité des membres de cette société. La stratégie de l'action non violente vise à briser cette complicité par l'organisation d'actions collectives de non-coopération avec les autorités, les structures et les institutions qui créent et maintiennent les injustices. L'analyse faite par Gandhi en Inde fut la suivante : si quelques milliers d'Anglais peuvent tenir sous leur domination quelques millions d'Indiens, ils ne peuvent le faire que grâce à la collaboration de ces derniers. A partir de quoi, il a organisé des actions de non-coopération qui ont mis la puissance britannique dans l'impossibilité de garder l'Inde sous son joug. De même, dans l'organisation de la défense contre un agresseur étranger, la stratégie de la résistance non violente consiste essentiellement à mettre en œuvre des actions de non-coopération qui permettent au pays tout entier d'échapper à la mainmise de l'ennemi. Celui-ci, en effet, ne peut imposer sa domination que dans la mesure où il peut compter sur la collaboration de la population. S'il ne peut mettre à son service les forces vives du pays, alors toute occupation devient pratiquement impossible (1). L'action du peuple tchécoslovaque en 1968 (au fait, ne s'agissait-il pas alors d'une véritable défense nationale ?), bien qu'elle ait été improvisée et prématurément arrêtée par la signature des accords de Moscou par les dirigeants politiques de Prague, nous montre qu'il est effectivement possible d'organiser une véritable résistance selon les principes et les méthodes de la non-violence (2).

LUTTE DES CLASSES ET DEFENSE NON VIOLENTE

Le fait de promouvoir une défense populaire non violente n'aura pas pour conséquence le renforcement du désordre établi de la société capitaliste, mais, au contraire, sa remise en cause. Car la non-violence, par sa logique propre, est un ferment de changement social et un dynamisme révolutionnaire qui libère les énergies créatrices de la majorité silencieuse. Car si l'armée

(1) Il ne nous est pas possible, dans le cadre de cet article, de développer la stratégie de l'action non violente. Sur ce sujet, cf. notre livre : « Stratégie de l'action non violente », Ed. Fayard.

(2) Cf. l'article que nous avons consacré aux événements de Tchécoslovaquie dans « Combat Non Violent », N° 34.

est un instrument aux mains des pouvoirs établis pour désamorcer la révolte des classes défavorisées, l'organisation d'une résistance populaire non violente, au contraire, donne aux citoyens des moyens de combattre les injustices sociales en même temps qu'ils deviennent capables de se défendre contre une agression extérieure. Ainsi, par la non-violence, la contradiction qui existe entre la lutte des classes et la défense collective se trouve assumée sans être niée. En outre, si la préparation militaire tend à développer chez chaque citoyen des réflexes d'obéissance et de discipline qui le conditionnent dans le sens d'une soumission inconditionnelle à l'Etat, la mise en place d'une stratégie de résistance non violente développe au contraire chez chaque citoyen le sens de la responsabilité et de l'initiative personnelle. Si la militarisation d'un pays comporte toujours une menace pour la démocratie, l'organisation d'une défense populaire non violente favorise et développe la démocratie.

Dans la perspective de la non-violence, l'objection de conscience à la politique militaire ne saurait prendre la forme d'une insoumission totale, telle qu'elle est préconisée par certains tenants de l'antimilitarisme, mais elle voudra s'exprimer à travers un service civil qui soit une véritable alternative au service militaire, c'est-à-dire qui puisse être l'occasion d'un investissement pour la non-violence. Celui qui choisit l'insoumission totale s'enferme dans une attitude négative. Non seulement il refuse la société capitaliste, mais il refuse la société tout court et il se condamne à une marginalisation stérile. En outre, il s'offre aux coups d'une répression brutale, sans qu'il puisse monnayer politiquement le prix qu'il aura à payer.

A partir de cette observation particulière, il est possible de définir une loi générale qui se trouve vérifiée par de multiples faits : face à l'action antimilitariste, le pouvoir n'hésitera pas à user de toute la répression dont il est capable car il sait qu'il pourra compter sur la complicité de l'opinion publique qui retiendra davantage les excès de l'antimilitarisme que les excès de la répression. Les tenants de l'antimilitarisme ne cessent de dénoncer la répression du pouvoir et ils ont raison ; mais ils devraient se demander si leurs manières de procéder ne facilite pas cette répression.

FACE A LA REPRESSION

Là encore, ce sont les méthodes de l'action non violente qui nous offrent les meilleures chances d'efficacité pour lutter contre le militarisme. En même temps que la non-violence s'efforce de proposer une alternative à la défense armée, elle nous amène à engager des actions ponctuelles contre le militarisme, avec un objectif précis, limité et possible. La non-violence permet de communiquer avec le plus grand nombre et de conscientiser au lieu d'indisposer. Tout manquement à la non-violence devient un prétexte offert aux pouvoirs établis



On peut être anti-militariste

sans être non-violent...

pour déclencher et justifier une répression qui a toute chance de venir briser le mouvement. La violence attire l'attention sur elle-même et non pas sur l'injustice qu'elle veut dénoncer. Certes, la non-violence provoque aussi la répression. Plus que cela, la non-violence est un défi à la répression. Car celle-ci restera sans véritable justification et augmentera la publicité à l'action. Le débat public qui s'instaurera alors pourra être un véritable débat politique qui devrait permettre à l'opinion publique de prendre conscience du véritable enjeu du problème posé.

LA NECESSITE D'UN DIALOGUE

Ici, un dialogue est nécessaire et possible entre les tenants de l'antimilitarisme et les tenants de la non-violence. Et cet article, en tentant de clarifier le débat, voudrait provoquer ce dialogue. Car le dialogue doit commencer par une mise à jour de nos désaccords. Le pire serait de vouloir les nier ou les sous-estimer en prétendant, et c'est une grande tentation, que nos différences sont simplement complémentaires. Pour poursuivre ce dialogue, il devrait être possible de se mettre d'accord sur des objectifs communs. Ceux-ci ne manquent pas, qu'il s'agisse des ventes d'armes tous azimuts pratiquées par le gouvernement français, qu'il s'agisse de la bombe atomique, qu'il s'agisse des bagnes militaires comme le fort Aiton, qu'il s'agisse de l'implantation ou de l'extension de camps militaires comme le Larzac, qu'il s'agisse des mesures répressives qui pèsent sur les appelés du contingent, etc... Cependant, il s'agit de nous mettre d'accord sur les mêmes mots d'ordre et sur les mêmes méthodes d'action et cela n'est pas toujours facile. L'unité d'action peut être réalisée — et il convient de souligner qu'elle l'a été à plusieurs reprises — dans la mesure où les tenants de l'antimilitarisme accepteront de s'en tenir, ne serait-ce que du point de vue tactique et seulement pour telle ou telle action précise, aux exigences de la non-violence.

Si les paysans du Larzac ont su populariser leur lutte et susciter la sympathie et la solidarité dans de larges couches de la population, c'est, pour une grande part, parce qu'ils ont su faire en sorte que leurs actions ne soient pas détournées de leur véritable signification en devenant des manifestations antimilitaristes, alors même que la pente était très glissante. Ainsi, par exemple, n'ont-ils pas repris à leur compte le slogan : « Debré, salaud, etc... », mais ils ont imaginé celui-ci : « Debré ou de force, nous garderons le Larzac ». (Toute la différence entre l'antimilitarisme, tel que nous l'avons défini, et la non-violence se trouve exprimée à travers ces deux slogans.) C'est cette rigueur dans le choix des méthodes qui leur a permis de communiquer avec l'opinion publique et d'imposer « Le Larzac » comme un symbole dans lequel se sont reconnus tous ceux qui luttent pour la reconnaissance de leurs droits, depuis les ouvriers de Lip jusqu'aux Indiens des Etats-Unis. Encore n'ont-ils pas pu éviter quelques bavures : ainsi, au grand rassemble-

ment de Rodez, le 14 juillet 1972, une poignée d'antimilitaristes (là encore, en tenant compte de nos hypothèses de travail mais, précisément, ce fait vient les justifier), à moins qu'ils aient été des provocateurs qui agissaient pour le compte du pouvoir (mais, dans ce cas, ce serait encore plus significatif), ont brûlé un drapeau français au beau milieu de la manifestation. Comme par hasard, les caméras de la télévision française étaient là au bon moment et c'est la seule séquence qui a été présentée le soir au journal télévisé. Et le pouvoir était bien content de montrer aux Français que la manifestation de Rodez n'avait été qu'une manifestation antimilitariste, alors que ce fut le seul incident de la journée au cours de ce rassemblement qui comptait 15 000 personnes venues de tous les coins de France. C'est pourquoi, les tenants de la non-violence ne sauraient faire de concession au niveau du choix des méthodes. Cette intransigeance ne manque pas de leur être reprochée par les tenants de l'antimilitarisme qui ont tenté de les accuser de purisme, d'idéalisme, de réformisme (car selon certains schémas, moins l'on hésite à recourir à une certaine violence, plus on est révolutionnaire) et de beaucoup d'autres choses encore. Mais il ne saurait être question pour les tenants de la non-violence de recourir à des moyens dont ils ont la conviction qu'ils sont parfaitement inefficaces et qu'ils ne peuvent que discréditer le combat dans lequel ils sont engagés. Il convient de rappeler ici que la violence ne commence pas avec des coups ou des bris de vitres, mais avec certaines paroles, qu'il s'agisse de slogans, de tracts ou de banderoles, qui donnent le ton de la manifestation. Cette intransigeance ne saurait d'ailleurs faire oublier que l'action non violente parfaite, telle qu'elle est décrite dans les manuels, n'existe pas.

Il appartient aux militants non violents de n'être pas ceux qui freinent le mouvement en refusant toujours les méthodes des autres, mais d'être au contraire ceux qui proposent des méthodes susceptibles d'être acceptées par tous. L'unité d'action doit être sauvegardée partout où elle peut l'être et ne saurait être rompue qu'en désespoir de cause. L'action commune est le meilleur moyen de confronter les différentes thèses en présence. Si les uns et les autres, nous savons tirer la leçon des faits, nul doute que la meilleure finira par s'imposer à tous.

Jean-Marie MULLER (1).

(1) Jean-Marie Muller, auteur de « L'Evangile de la non-violence » et de « Stratégie de l'action non violente » (Ed. Fayard), est l'un des animateurs de la Communauté de Recherche et d'Action Non Violente d'Orléans, 50, rue d'Illiers, 45000 Orléans.

OBJECTION DE CONSCIENCE : SERVICE CIVIL OU ECOLE DE NON-VIOLENCE ?

C'est en 1963 que fut votée la loi reconnaissant le droit à ne pas porter les armes pour motif de conscience. Lorsque, l'année suivante, la Protection Civile ouvrit à Brignoles, dans le Var, un camp de secouristes pompiers destiné à accueillir les objecteurs de conscience, certains purent penser qu'enfin le problème de l'objection allait trouver sa solution. Ces espoirs furent vite déçus. A la fin de l'été 1965, une vingtaine d'objecteurs en service se mirent en grève, refusant d'apporter plus longtemps leur collaboration à un organisme directement rattaché à la Défense nationale. Les autorités ne tardèrent pas à réagir : les grévistes furent envoyés en détention dans la caserne de C.R.S. d'Uzès (Gard) et ils pouvaient craindre d'avoir à passer en jugement pour refus d'obéissance. Malgré le risque d'avoir à passer plusieurs mois, voire plusieurs années en prison, ils entreprirent une grève de la faim de 15 jours, destinée à témoigner de la force et du sérieux de leurs convictions. On sait que les démarches effectuées par quelques amis des objecteurs auprès de M. Pompidou, alors Premier Ministre, permirent la libération des objecteurs de conscience emprisonnés et leur affectation dans des associations à caractère social.

Rétrospectivement, cette action prend une valeur exemplaire. Menée de manière non violente, même si les convictions personnelles de chacun des objecteurs n'allaient pas toujours en ce sens, elle permit d'obtenir des résultats d'une efficacité rarement égalée depuis lors. Cette victoire est d'autant plus significative qu'à l'époque l'opinion publique ignorait à peu près tout des objecteurs de conscience. Quelque peu inquiet de ce qui avait été accordé, le Gouvernement a d'ailleurs tenté régulièrement de reprendre un contrôle plus étroit sur les objecteurs en service. On retrouvait alors un front commun d'objecteurs qui, abandonnant leur service civil, se mobilisaient à temps complet pour que soit rétablie leur autonomie à l'égard de l'armée ou du ministère de tutelle. Malheureusement, cela est resté limité à de trop rares occasions.

« Un objecteur de conscience doit pouvoir être un civil à part entière », tel fut le nouveau mot d'ordre des objecteurs alors qu'ils étaient dispersés dans les associations de leur choix. Cette revendication, qui pouvait avoir un sens lorsqu'ils se trouvaient dans une formation para-militaire, devint bientôt une excuse pour se livrer aux activités les plus diverses, **voire à un véritable dilettantisme**. Les plus sérieux poursuivaient leur service social, mais sans poser le problème qui aurait dû les concerner en premier lieu : celui de la Défense nationale. Ce désintérêt pour les questions de défense se trouva justifié. En prenant prétexte que nous sommes dans un système, les objecteurs expliquaient qu'en s'attaquant à telle ou telle injustice sociale (cf. le problème des jeunes, des immigrés, des sous-prolétaires...), dans la perspective d'une contestation globale de la société, ils remettaient en cause l'ensemble, c'est-à-dire aussi la Défense nationale. **Dans un style proche de schémas gauchistes**, certains précisaient même que, les injustices sociales étant à l'origine de toutes les violences, c'était dans la lutte des classes qu'il convenait d'investir toutes les énergies. Faire porter la contestation sur le mode de défense

choisi par l'Etat ne leur paraissait pas pouvoir aller au-delà du réformisme.

Sans doute le mode de défense d'un pays n'est pas indépendant de son organisation sociale ; mais la réciproque est vraie, elle aussi. Ce serait retomber dans les erreurs du pacifisme que de se désintéresser du problème de la défense et de croire qu'une nation juste écarterait par son seul prestige moral l'ambition dominatrice d'autres pays. Pour une communauté comme pour un individu, le droit à l'existence ne va pas sans un droit à la défense. Ce fut l'une des idées qui furent évoquées avec le plus de succès lors du Procès d'Orléans. « Je n'entends pas me soustraire aux obligations qui me viennent de mon appartenance à la communauté nationale dont je veux rester solidaire, écrivait en particulier Jean-Marie Muller ; aussi je veux travailler avec d'autres, à l'organisation d'une défense de notre pays par des méthodes et des techniques non violentes. »

A leur tour, quelques objecteurs se sont retrouvés dans le cadre de la Communauté de Recherche et d'Action Non Violente d'Orléans pour donner à leur temps de service cette perspective de défense non violente. « Celle-ci, expliquent-ils dans un texte publié récemment (1), pourrait trouver un début de réalisation dans le cadre du service civil des objecteurs de conscience. »

De fait, ils veillent à être en mesure de se mobiliser dans les plus brefs délais pour d'éventuelles campagnes d'actions non violentes (Larzac, affaire Janin-Fayard...). D'autre part, à côté d'un travail social à mi-temps, ils participent à l'animation de la Communauté Non Violente d'Orléans. Ils ont ainsi largement contribué à la diffusion que connaît la non-violence dans le Loiret. En contrepartie, leur appartenance à la Communauté Non Violente leur a permis de donner plus de publicité à leur position.

En assortissant leur critique de l'armée d'une référence à une « défense populaire non violente (...) fondée sur le refus de collaborer avec l'adversaire » (2), en partageant leurs occupations entre un travail de promotion parmi les plus défavorisés et une préparation à l'action non violente, les objecteurs de la Communauté d'Orléans contribuent à rendre crédible auprès de l'opinion publique le refus du service militaire pour raison de non-violence. Ceci pourrait s'avérer un point essentiel pour l'avenir de la non-violence en France. En effet, ce n'est que le jour où les objecteurs de conscience non violents trouveront des groupes prêts à collaborer dans leur recherche et à faciliter leur insertion locale, et où les groupes non violents auront à leur disposition un certain nombre d'objecteurs comme permanents, que le mouvement non violent français sera devenu une organisation suffisamment solide et efficace pour faire face aux injustices et aux conflits de notre temps.

Jean KALMAN.

(1) **Objection de conscience et non-violence**, 4 pages polycopiées.

(2) Communiqué de presse signé des trois nouveaux objecteurs de la Communauté Non Violente expliquant leur refus d'être incorporés à l'Office National des Forêts.

I N S O U M I S S I O N

Dixième jour de grève de la faim pour que Gérard Bayon sorte de prison dans les plus brefs délais et soit libéré de ses obligations militaires.

« Monsieur le Ministre, je refuse de me faire le complice des exactions commises par l'armée, que cela soit en France ou ailleurs. Accepter de partir serait accepter l'extension du camp du Larzac et de tant d'autres (Canjuers, Fontevault); cela serait cautionner les interventions françaises dans les pays africains, sous un vague prétexte de coopération et de traité d'aide (Tchad, Madagascar); cela serait accepter le gaspillage de milliards de francs dans des expériences nucléaires qui ne servent à rien.

« Je ne suis pas non violent, je ne refuse pas le fusil, je refuse de vous servir, je veux rester libre. » (Première lettre de Gérard Bayon.)

« Monsieur le Ministre, pour réaffirmer ma volonté d'être un être humain **libre** de penser ce que je veux et de le dire de la manière qu'il me plaît, je commence ce lundi 26 mars une grève de la faim que j'arrêterai lorsque j'aurai acquis la certitude de sortir de prison dans les plus brefs délais et que je serai dégagé de toute obligation militaire. » (Deuxième lettre.)

Gérard Bayon est au Fort Montluc de Lyon depuis le 20 février pour délit d'insoumission à l'armée. La solution qui sera apportée au cas de Gérard ne sera qu'une solution individuelle. Le jour où nous aussi serons derrière les barreaux, la même lutte recommencera, lutte collective car nous serons quatre, solidaires malgré la séparation et exigeant une libération collective. 1 000 camarades en 1972 ont été jugés pour délit d'insoumission à l'armée, le dernier Sylvere Herzog a été condamné à 2 ans. Dominique Valton, après 18 mois de prison a été repris par les militaires alors que ses parents et amis qui l'attendaient à la sortie de la prison d'Angers ne savent même pas où il se trouve.

L'insoumission peut-elle être collective? Au départ, c'est une prise de position personnelle par rapport à l'armée. Elle ne devient collective que du fait de la répression. Chacun d'entre nous s'est insoumis pour certaines raisons, en les confrontant au cours des luttes que nous menons depuis un mois et demi sur Lyon, nous sommes arrivés à cerner nos points communs, nos espérances communes. Bien sûr, il y a des différences et ce qui suit n'engage que nous et non tous les insoumis et groupes d'insoumis.

Nous sommes insoumis à l'armée mais nous refusons aussi, d'accepter la société, l'école, le travail, la famille, l'église, les partis politiques, le bonheur, etc..., tels qu'on a pu et voudrait nous les faire vivre. Pourquoi? Parce que nous nous sommes sentis, que ce soit à l'école, en famille ou au boulot, écrasés, pétris, travaillés, déformés car il fallait rentrer dans un moule, moule façonnant le futur citoyen pour qu'il soit « intégré » à la société, pour que sa vie, ses relations se passent sans le moindre problème. Pourquoi faut-il que tout se passe pour le mieux? Qui décide ce qui est bon, nécessaire au bonheur ou à la vie de chacun?

Nous savons mieux que quiconque ce qu'il nous faut, la manière dont nous voulons vivre, les personnes que nous voulons voir, les relations que nous voulons tisser.

Pourquoi notre choix nous entraîne-t-il à affronter les autorités, les tribunaux, la prison?

Pourtant la possibilité de choisir, n'est-ce pas une base de la liberté? Que veut dire le choix lorsque les options sont liées à une privation de la liberté?

L'insoumission est un refus total. Au départ, nous affirmons que notre bonheur n'est pas lié au niveau de vie, à la consommation effrénée des biens. Du même coup, nous sommes en opposition totale avec la société, irrécupérables et marginaux. Le refus de participer, cautionner, construire l'institutionnalisation de ce bonheur aliénant, nous fait rejeter les structures et les cellules qui le propagent ou s'appuient dessus pour exister ou se donner des raisons d'être.

Petite cellule individualiste, créée avant tout pour consommer, la famille, au bonheur, à la joie étriés, et aux espérances atrophiées, est le fidèle porte-parole de l'idéologie « capitaliste », « communiste » et de toutes les idéologies possibles et imaginables, car elle a perdu tout esprit critique.

L'école a, au minimum, douze ans pour, conjointement, à la famille, faire comprendre que le bonheur est lié à la sécurité, que moins on cherche à comprendre, moins on aura d'ennuis : bourrage de crânes. Le futur travailleur y ingurgite un minimum de connaissances pour être rentable, mais on extirpe de son esprit toute velléité de remise en cause. A seize ans ou à vingt cinq ans, l'individu est devenu un objet isolé, consommable par la société. Il n'a plus la possibilité de se défendre, car il a perdu les armes qu'il avait et n'en a pas acquises d'autres.

L'église, que ce soit pour ceux qui la fréquentent ou pour les autres, est là comme dernier rempart moral et spirituel de la société. La religion, la foi qu'elle propose, sont sclérosées, aliénantes et sont devenues querelles de spécialistes. On consomme du bon Dieu comme autre chose. Le tout est de respecter les traditions qui permettent d'avoir des assises solides. Moins la foi provoque de remous, plus elle est acceptable et de bon goût.

Les partis politiques de droite, de gauche, d'extrême-gauche, ... etc., n'échappent pas aux critiques précédentes.

Quelle est cette « révolution » déjà étiquetée, définie, répertoriée, et programmée???? Ils en font un nouveau dieu nécessitant des sacrifices, des rites ainsi que des églises avec leurs desservants. Ils en ont fait une chose morte, nullement génératrice d'espoirs. Tout parti politique contribue à maintenir l'aliénation en prônant un combat pour un avenir meilleur à un niveau qui fait abstraction des problèmes quotidiens et en repoussant dans l'avenir toute possibilité d'épanouissement. Quel intérêt de se battre pour 1 100 F par mois ou la retraite à 60 ans si les conditions de vie restent autant dégradantes? Quelle finalité au progrès technique, à l'augmentation du P.N.B.? Pourquoi? Pour qui?

L'armée reste le dernier maillon avant le stade de la production en vue duquel l'homme est passé à travers tous ces cribles et lamineurs. L'armée est une société dans la société, avec ses rites, son histoire, son folklore, ses héros, sa justice. L'armée est essentiellement là pour absolutiser la hiérarchie comme seule structure de relations possible de la société.

Seule la hiérarchisation permet d'éviter les responsabilités, d'arriver dans un confort moral total, à la sécurité, à la planque, à l'individualisme, à la consommation du bonheur. Quant au problème de l'armée de métier, problème annexe mais important, nous pensons que le jour où l'état en aura assez de voir son armée travaillée par des militants pour obtenir un contingent rebelle et peu malléable, il réinstaurera l'armée de métier. Elle existe déjà par la légion, les parachutistes et les desservants des armements spéciaux. Cela posera des problèmes économiques par la disparition d'un volant de chômage et une diminution de la consommation d'une institution improductrice. Mais si la paix sociale et le rendement sont à ce prix, les sociétés autoritaires seront prêtes à le payer. Ils remplaceront l'armée et sa pression idéologique par autre chose.

Tout comme l'école, l'armée doit être détruite. Il ne faut pas d'armée bourgeoise, ni d'armée populaire rouge ou noire. Toute armée sera toujours un moyen d'embrigadement. Toutes ces étapes pour en arriver au travail manuel ou intellectuel. Produit, consomme et tais-toi ! D'autres pensent pour toi, savent ce qu'il faut pour ton bien, décident pour toi : consomme ! consomme et produit !

La société, le système économique ne peuvent et ne pourront tourner qu'à ce prix. Si on sort de ce chemin tout croulera ; cela a été clairement dit : « Votez Union de la gauche et le niveau de vie, votre niveau de vie, baissera ». Et pourtant le programme commun n'apportait qu'un changement superficiel.

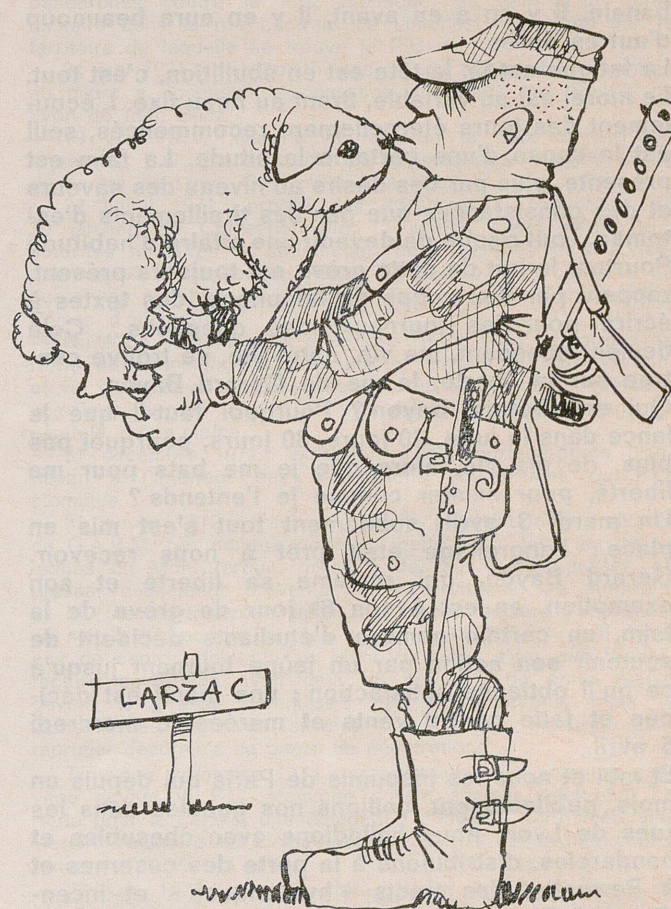
Pour nous, la meilleure façon de détruire la société est de vivre, de créer, de jouir, de s'exprimer, de tout remettre en cause. Bâtir dès maintenant ce que l'on croit être son bonheur, sans préjugés, voilà ce que nous voulons. Pour cela, aucune loi, aucun service civil, civique ou national ne sont nécessaires. Ce qu'il faut, c'est ne plus accepter de pactiser, de croire aux réformes. L'avenir, nos relations, notre société s'élaboreront à partir des heurts, des confrontations et des accords. Pas autrement, pas besoin de programme de Provis, commun ou révolutionnaire pour cela.

L'insoumission est le revolver braqué sur la tempe du vieux comme du nouveau monde. Reconnaître le droit à l'insoumission c'est pour la société, les partis politiques ou groupuscules, se suicider.

Ce sont toutes des institutions à formes et contenus militaires munies d'une armature idéologique et d'une structure hiérarchique. L'homme, comme les masses toujours « laborieuses », sont soumis à des principes dits de changement ou révolutionnaires.

Nous vivons, nous voulons vivre et pour cela nous connaissons la prison.

Bruno HERAIL,	insoumis depuis le 4 octobre 1972 ;
Gérard PETIT,	insoumis depuis le 4 décembre 1972 ;
Hubert PLANCHEZ,	insoumis depuis le 4 décembre 1972 ;
Alain SIBERT,	insoumis depuis le 4 décembre 1972 ;
Loïc POIRIER,	objecteur de conscience refusant son affectation à l'Office National des Forêts, depuis septembre 1972.



... être militaire en étant pacifique...

20^e JOUR DE GRÈVE DE LA FAIM

20^e jour d'une grève de la faim démarrée à quatre insoumis puis continuée à trois.

20^e jour de grève de la faim où les copains qui jeûnent, qui permettent l'extension de l'information sont toujours les mêmes.

20^e jour d'une grève de la faim somme toute très banale. Il y en a eu avant, il y en aura beaucoup d'autres après.

La fatigue est là, la tête est en ébullition, c'est tout. Le moral est au variable, tirant au beau fixe. L'écoulement des jours éternellement recommencés, seul est la cause d'une certaine lassitude. La faim est présente, plus par des désirs au niveau des saveurs et des consistances que par des tiraillements d'estomac. Tout risque de devenir une affaire d'habitude. Pourtant le but de cette grève est toujours présent, rappelé par des coups de téléphone, des textes à écrire pour les journaux, des questions... Cela devient obsédant, ma vie, notre vie, se trouve centrée sur la liberté, la vie de Gérard Bayon.

Qui est Gérard Bayon ? Pourquoi faut-il que je lance dans la lutte, 20 jours, 30 jours, pourquoi pas plus, de ma vie, alors que je me bats pour ma liberté, pour exister comme je l'entends ?

Un mardi 3 avril, subitement tout s'est mis en place ; l'engrenage était prêt à nous recevoir. Gérard Bayon, qui réclame sa liberté et son exemption, en est à son 8^e jour de grève de la faim, un certain nombre d'étudiants décident de soutenir son action par un jeûne tournant jusqu'à ce qu'il obtienne satisfaction ; une manif est décidée et faite contre vents et marées le mercredi 5 avril.

Et moi et nous les insoumis de Paris qui depuis un mois, publiquement, collions nos gueules dans les rues de Lyon, nous balladions avec chasubles et banderoles, distribuions à la porte des casernes et à Perrache, des tracts « hystériques » et incendiaires ? Et nous ?

Qui est Gérard Bayon ? Inconnu. Nous sommes arrivés à Lyon le jour où la gendarmerie l'arrêtait à son boulot à l'usine Saint-Gobain. Inconnu. Nous sortions publiquement avec deux autres insoumis alors que lui était déjà derrière les barreaux depuis quatre jours. Inconnu. Que pense-t-il ? Pourquoi se bat-il ? Pourquoi a-t-il choisi l'insoumission ? INCONNU.

Depuis plus de quinze jours nous attendions de partir passer dix jours à se regonfler dans une communauté. Pour cela, on avait fait descendre une vieille bagnole de Paris, c'était vital pour nous, c'était notre ballon d'oxygène. On comptait les jours, encore dix jours et c'est la quille, cinq jours au jus... On se préparait déjà à la joie des copains, des chiens et au plaisir de pouvoir cavalier, hurler, s'isoler, s'aimer. Quitter la ville, l'obsession d'une lutte où tout fuyait sous nos pieds, retrouver enfin la vie, la nature. Se retirer du combat en espérant y rentrer après avec plus d'énergie. Des vacances, quoi !

Si nous ne sommes pas tous des « juifs-allemands » ou des « pianos à queue », nous sommes tous des Gérard Bayon. Ce n'est pas un symbole, c'est une lutte d'un instant, à un moment donné. Notre vie, sa vie, ne sont faites que de Gérard Bayon, cri qu'aucun poing de fer même dans un gant de velours ne pourra étouffer. Nous sommes tous des échos de Gérard Bayon qui peuvent s'appeler Sylvère Herzog, Pepe Beunza, Amilcar Cabral et, plus tard, Hubert Planchez, Gérard Petit, Bruno Hérail. Ma lutte, notre lutte, pour une liberté de l'homme, que nous menons par notre insoumission collective, a besoin de Gérard Bayon autant, si ce n'est plus, que Gérard Bayon a besoin de notre solidarité.

20^e jour d'une grève de la faim où quotidiennement, on s'entend dire : « quel courage », « vous devez y croire », « quel exemple pour moi », « c'est dur ? », « je ne pourrais pas le faire ».

20^e jour d'une grève de la faim à dire aux visiteurs, à s'en arracher les tripes, je veux vivre, nous voulons vivre. Vivez, désertez, insoumettez-vous. C'est la vie, la solution, la révolution, la fête ou le pied, cela dépend à qui on s'adresse.

20^e jour d'une grève de la faim, où, à tout instant, l'utopie, l'irréalité de la lutte que nous menons, nous frappent en pleine gueule. Vouloir la reconnaissance du droit à l'insoumission, quelle rigolade.

20^e jour d'une grève de la faim où réclamer l'impossible nous semble essentiel car seul porteur de liberté et d'espérance.

20^e jour d'une grève de la faim banale.

Bruno HERAIL.

Hubert PLANCHEZ.

Gérard PETIT.

Gérard BAYOU

PRATIQUE DU G. A. R. M.

Le G.A.R.M. (Groupe d'Action et de Résistance à la Militarisation), appelé d'abord (car son appellation actuelle a été forgée par les événements de mai 1968) Groupe de soutien aux renvoyeurs de livrets militaires, est né en 1967 dans la région lyonnaise, de la volonté de militants ayant en commun le souci de mener une action ferme en face du scandale de la course aux armements et de la folie nucléaire, scandale pour eux inséparable de l'inégalité et de l'injustice croissantes dans les relations économiques.

De convictions politiques, philosophiques ou religieuses diverses, ils désiraient avant tout agir efficacement, et ils jugèrent que le mieux pour cela était de risquer de sortir de la légalité, ce qui n'était pas possible dans d'autres organisations. Leur diversité allait surtout marquer de pluralisme leurs actions, plus que constituer un handicap.

Regroupement occasionnel de personnes prêtes à prendre des risques pour entraver et alerter l'opinion sur le développement du pouvoir militaire, le G.A.R.M. a pour personnalité essentielle ses actions, et il est très difficile de dire qu'il est « ceci et cela » en dehors d'elles. C'est pourquoi, convaincus de l'importance de l'exemple donné par le G.A.R.M. dans le domaine de la lutte antimilitariste, nous avons estimé que le mieux était de porter à la connaissance de nos lecteurs la liste des entreprises menées par ce groupe ces dernières années, car s'il refuse de répondre à la question de savoir s'il est « non violent » ou pas, le G.A.R.M. agit...

La liste qui suit a été dressée par objectifs, à partir d'un document élaboré par Yvon Montigné, membre du G.A.R.M.

I - CAMPAGNE CONTRE LE P.C. ATOMIQUE DU MONT-VERDUN

A la fin de juillet 1969, un article du « Monde » révélait aux militants du G.A.R.M. la construction d'un deuxième Poste de Commandement des forces stratégiques nucléaires (le premier se trouvant près de Paris, à Taverny) au Mont-Verdun, à dix-sept kilomètres du centre de Lyon. Après enquête, une série d'actions allait suivre :

— Nuit du 30 au 31 janvier 1971 : sept militants pénètrent clandestinement à l'intérieur de l'ouvrage militaire, et peignent sur les murs des souterrains des inscriptions telles : « Lyon ni Hiroshima ni Pentagone » ou « Paix : non à la bombe ! ». S'étant laissés interpellés par la force publique, ils seront gardés à vue quelques heures seulement dans des locaux de gendarmerie, tandis que les radios diffuseront l'information de leur action comme un événement à sensation. « Ils ont forcé la porte de la force de frappe », titrera le lendemain en première page un quotidien parisien du soir.

— 31 janvier : Pasteur Cruse en tête, quelque quarante personnes, continuant l'action de la nuit, pénètrent à leur tour sur le chantier atomique, et passant au travers d'un barrage de gendarmes et de militaires, une dizaine d'entre elles, parvient à l'entrée des souterrains. L'armée se voit ainsi deux fois ridiculisées, et portera plainte pour les dégradations effectuées dans les bâtiments.

— 14 mars 1971 : élections municipales. Devant le bureau de vote du huitième arrondissement, quarante à cinquante

membres du G.A.R.M. organisent un scrutin parallèle : « Mont-Verdun, oui ou non ? ». Arrivée rapidement sur les lieux, la police devra toutefois faire face à une résistance passive ferme (sit-in) des manifestants.

— 25 mars : une dizaine de militants s'incrument avec leurs banderoles contre le P.C. atomique, au sein d'un défilé militaire dans la rue centrale de Limonest, commune sur le territoire de laquelle se trouve le P.C.

— 24 mai 1971 : distribution massive de tracts et intervention au micro à l'occasion du passage au Palais des Sports de Lyon de Joan Baez.

— 19 juin 1971 : marche et fête de la paix devant une entrée du P.C. Quinze cents participants à la marche partie du centre de Lyon. Cinq mille à la fête.

— 27 juillet 1971 : procès des membres du commando du 30 janvier, en Correctionnelle, la justice ayant refusé aux autorités militaires la satisfaction de poursuites plus conséquentes. A l'extérieur du Palais de Justice, une centaine de personnes manifeste sa solidarité sous la forme d'un meeting. Peines d'amendes.

— Nuits de septembre et d'octobre 1971 : trois opérations de raffe de panneaux militaires sur le terrain du Mont-Verdun, et vol d'un cheval de frise. Ce matériel sera ressorti quelques semaines après, lors d'une visite de M. Debré dans la capitale rhône-alpine.

— 31 décembre 1971 : exécution d'un reportage-photo clandestin à l'intérieur des installations souterraines du P.C. atomique.

— 31 janvier 1972 à l'aube : nouvelle pénétration de militants du G.A.R.M. (au nombre de onze, cette fois) dans les installations du Mont-Verdun, grâce à de faux laissez-passer. La presse, habilement prévenue, bat de vitesse les autorités, et M. Debré, interrogé dans les heures suivant l'opération, ne sait que répondre sur les ondes de l'O.R.T.F. « qu'il n'y a pas de centre atomique au Mont-Verdun », alors que la préfecture du Rhône avait déjà dû convenir de cette réalité devant la presse lyonnaise ! Pas d'inculpations, mais le Conseil des ministres suivant prendra des mesures pour réprimer désormais ce genre de pénétrations.

— Troisième trimestre 1973 : organisation d'un camping sauvage devant le P.C. atomique durant chaque week-end. En route pour le Larzac, une délégation d'Indiens nord-américains viendra rejoindre les campeurs du G.A.R.M. pour une conférence de presse.

— 23 juin 1973 : nouvelle fête devant les installations du Mont-Verdun, fête anti-militariste rassemblant quelques centaines de participants.

II - SOUTIEN AUX OBJECTEURS ESPAGNOLS EMPRISONNÉS

Le combat du G.A.R.M. s'inscrit évidemment dans le combat mondial contre l'injustice, et les gouvernements et états-majors français et espagnols collaborant de près, il n'est rien d'étonnant à ce que le groupe lyonnais se sente solidaire des résistants à la militarisation espagnols :

— 21 février 1971 : une trentaine de membres du G.A.R.M.

accueil, avec d'autres, à la frontière franco-suisse, les participants à une marche internationale pour le droit à l'objection de conscience en Espagne.

— 28 février : meeting rassemblant près de trois cents personnes à l'occasion du passage à Lyon des marcheurs.

— 29 février : deux cents personnes accompagnent à l'extérieur de Lyon, en passant devant le consulat espagnol, les marcheurs en route pour l'Espagne.

— 11 avril 1971 : participation d'une trentaine de militants du G.A.R.M. au rassemblement de Bourg-Madame, à la frontière espagnole. Après un festival, les manifestants occupent durant plusieurs heures le pont frontalier, avant d'être assez brutalement refoulés durant la nuit.

— 30 avril 1971 : intervention d'une équipe de quinze personnes devant les bureaux lyonnais de l'agence de voyages espagnole Iberia.

— 24 mai 1971 : Joan Baez vient chanter à Lyon au bénéfice des objecteurs espagnols. Le G.A.R.M. a été associé à la préparation de cette venue.

— 13 mai 1972 : journée internationale de solidarité avec les objecteurs espagnols. En liaison avec d'autres groupes, une dizaine de militants du G.A.R.M. arrête, en s'enchaînant aux voies et aux voitures, le Catalan-Talgo, train espagnol de luxe, en gare de Valence. Le trafic ayant de ce fait été perturbé dans le secteur, la S.N.C.F. portera plainte, et les manifestants seront peu après condamnés à des peines d'amendes.

III - SOUTIEN AUX OBJECTEURS DE CONSCIENCE FRANÇAIS

Depuis 1969, s'il n'avait cessé d'inciter à l'objection de conscience, le G.A.R.M. n'avait pas eu à mener d'actions spectaculaires pour soutenir des objecteurs. Une tentative gouvernementale d'étouffement de l'objection (poursuites contre des diffuseurs du statut dans des villes autres que Lyon ; refus de ce statut à des objecteurs faisant état de convictions politiques, et notamment aux objecteurs lyonnais Jean-Michel Fayard et François Janin, qui pourtant avaient également fait profession de motivations non violentes...) allait cependant amener les militants contre la militarisation à orienter pour plusieurs mois leur action sur ce thème :

— 27 février 1972 : une quarantaine de militants escaladent la fontaine monumentale (signée Bartoldi) de la place des Terreaux, au cœur de Lyon, à laquelle quelques-uns s'enchaînent tandis que fusent pétards et feux de Bengale, et qu'une banderolle est audacieusement fixée au fronton de l'Hôtel de Ville surplombant la place. Cette manifestation affirmait le droit à la diffusion du statut sur l'objection de conscience.

— 10 mars 1972 : des militants du G.A.R.M. prennent part aux premiers rangs à un meeting devant le Palais de Justice de Montluçon, où étaient jugés trois distributeurs d'un tract incitant à l'objection (ils seront relaxés...), puis conduisent une manifestation regroupant plusieurs centaines de personnes à travers la ville étonnée.

— 4 avril 1972 : Jean-Michel Fayard et François Janin sont arrêtés par les gendarmes au lieu où ils avaient commencé un travail social bénévole et incarcérés au Fort Montluc.

— 5 avril : conférence de presse à leur sujet.

— 6 avril : douze membres du G.A.R.M. brûlent publiquement, sur la place des Cordeliers, au centre de Lyon et à la sortie

des bureaux, leur livret militaire par solidarité avec Fayard et Janin. Jusqu'à ce jour, point de poursuites.

— 15 avril : marche de solidarité, rassemblant quelque deux cents participants, du centre de Lyon au Fort Montluc. Au terme, six personnes encore brûlent leur livret militaire.

— mai 1972 : le G.A.R.M. entreprend de distribuer régulièrement le statut des objecteurs de conscience aux entrées du centre de sélection militaire de la région de Lyon.

— 8 juin 1972 : procès à Mende pour les mêmes raisons qu'à Montluçon. Présence de plusieurs militants du G.A.R.M. Auparavant, une distribution massive de tracts dénonçant le procès avait été faite sur Lyon.

— 1^{er} juillet 1972 : neuf militants descendent le Rhône en canoës sur toute la traversée de Lyon, et tentent de déployer des banderoles et de prendre la parole à la hauteur de la piscine olympique du Rhône, après s'être amarés au pont situé aux abords de celle-ci. Deux des trois embarcations chavirent, mais les manifestants continuent leur démonstration sur une drague proche, et l'arrivée des pompiers ayant amené plusieurs centaines de personnes à s'attrouper, une distribution massive de tracts expliquant la situation d'injustice faite à Fayard et Janin peut être réalisée.

— 6 juillet : manifestation place Bellecour, en fin d'après-midi, pour annoncer le procès de Fayard et Janin.

— 7 juillet : procès des deux objecteurs devant le tribunal militaire de Lyon. A l'extérieur du bâtiment, une centaine de personnes fait le procès de l'armée. Fayard et Janin seront condamnés à quatre mois de prison.

— 3 août 1972 : une délégation demande — en vain — à être reçue au Palais du gouverneur militaire de la place de Lyon.

— 4 août : Fayard et Janin, ayant accompli leur peine, sont théoriquement libérés, et conduits manu militari vers des lieux d'affectation distincts. François Janin parvient à s'échapper et le G.A.R.M. pourra avec lui organiser plusieurs conférences de presse. En attendant, une soixantaine de militants du G.A.R.M. tente quand même dans la soirée de s'introduire dans la caserne du Fort Lamothe par où Fayard et Janin avaient transité à leur sortie de Montluc le matin, afin de distribuer des tracts aux soldats. Quatre d'entre eux y parviennent.

— 10 août : une vingtaine de membres du G.A.R.M. barre pendant une demi-heure la sortie du Quartier Général Frère, au moyen de chaînes et d'un réseau de barbelés. Il en résulte un embouteillage gênant pour les militaires et employés du centre, et deux généraux se rendent sur les lieux avant que les forces de police ne viennent arrêter les manifestants.

— Toussaint 1972 : si François Janin a bénéficié d'un non-lieu à la suite de la campagne de presse permise par son évvasion des mains de ses gardiens, Jean-Michel Fayard est toujours emprisonné, à Metz. Une équipe du G.A.R.M. monte elle aussi, à Metz pour conduire deux-trois manifestations (interpellation du juge d'instruction militaire, enchaînement aux grilles du tribunal militaire, manifestation au sommet de la Porte Serpenoise, sorte d'arc de triomphe messin...).

— 29 septembre 1972 : une dizaine de militants trouble une audience du tribunal militaire de Lyon. Ne voulant pas tomber dans le piège de la condamnation de civils (comme l'y autorise la loi...) par un tribunal militaire, le président adoptera une attitude molle, et ce n'est qu'après un deuxième incident qu'il ordonnera l'évacuation. Présence de la télévision régionale.

— 8, 9 et 10 décembre 1972 : jeûne de solidarité avec Jean-Michel Fayard à la basilique de Fourvière.

— Fin-février 1973 : une nouvelle opération est tentée sur le tribunal militaire, que quelques militants essayent d'occuper pacifiquement. Arrêtés, ils sont gardés à vue 24 heures par les



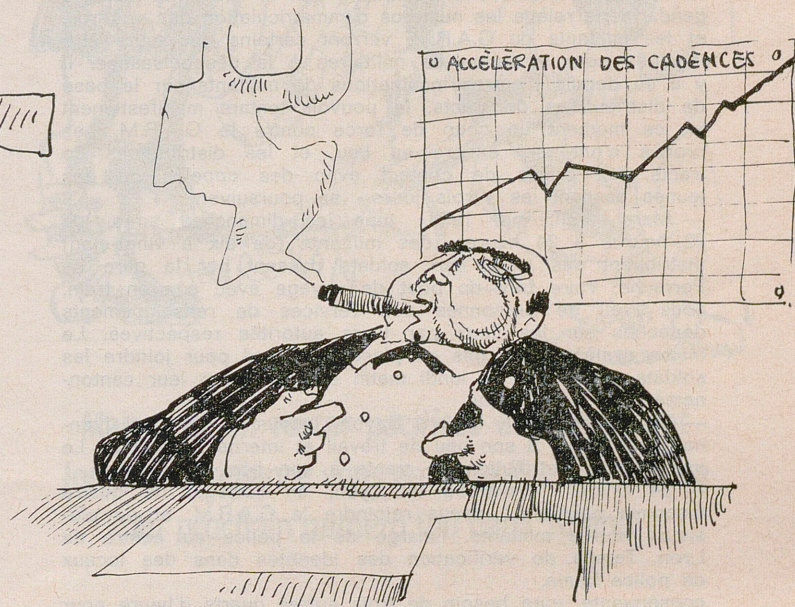
...être pacifiste sur le mode belliqueux...

gendarmes. Quelque temps après, Jean-Michel Fayard bénéficiera à son tour d'un non-lieu.

IV - SOUTIEN AUX INSOUMIS ET INTERVENTIONS SUR LES CASERNES

Manifester contre la bombe ou objecter, même si cela contrarie parfois fortement les projets militaires, constituent le plus souvent des actes prophétiques. En revanche, les deux mille ou trois mille jeunes qui chaque année passent devant les tribunaux militaires français, notamment pour insoumission, et les deux cent mille autres qui doivent subir un temps d'humiliation et d'exploitation appelé « service militaire », cela représente une réalité plus quotidienne. Avec le développement des luttes dans les casernes, le G.A.R.M. ne pouvait pas ne pas être présent à ce niveau aussi, à ce niveau surtout peut-être même, tant il est certain que c'est là ce que l'armée d'exploitation du peuple de notre pays craint aujourd'hui le plus.

— 28 mai 1972 : afin de ne pas laisser passer comme cela la mort, à cause de gradés inconséquents, de quatre soldats du camp de la Valbonne, près de Lyon, le G.A.R.M. profite d'une journée « portes ouvertes » dans ce camp pour intervenir. Accompagnée d'un jeune militant, une ancienne résistante et ancienne combattante d'Indochine (!) réussit à déposer une gerbe à la mémoire de ces jeunes soldats, juste après que les autorités civiles et militaires aient déposé elles aussi leur



et exercer la violence de manière pacifique...

traditionnelle gerbe au monument aux morts. Une banderolle est levée au même moment, et des tracts sont distribués. Certains manifestants seront retenus quarante-huit heures en garde à vue par les gendarmes, tandis que d'autres distributeurs de tracts, arrêtés le soir de l'opération, seront emprisonnés six jours à la maison d'arrêt de Bourg, ce qui nécessitera d'autres actions de solidarité !

— 5 novembre 1972 : à l'initiative du G.I.T., Groupe d'Insoumission Totale, récemment créé à Lyon, et du G.A.R.M., manifestation sur le toit et autour de l'abri d'attente des taxis de la gare de Perrache, à l'heure de rentrée par trains des appelés en permission. Alors que sur le toit, sept militants exhibent par dérision un pantin à forme militaire et s'adressent par haut-parleur à la foule qui se révèle sympathisante, d'autres membres du G.A.R.M. distribuent des tracts. La police n'intervient qu'au bout d'une demi-heure, et a du mal à se saisir des quelque vingt-cinq manifestants qui lui opposent un « sit-in ».

— 11 novembre : assemblée générale du G.A.R.M., débouchant sur la constitution de plusieurs groupes de travail, dont un groupe « insoumission ».

— 25 novembre : des militants du G.I.T. et du G.A.R.M. investissent cette fois-ci une marquise d'un bâtiment de l'E.D.F., au centre de Lyon. La police, arrivée déjà trois quarts d'heure après le début de la manifestation pourtant — Mars 1973 : une quinzaine de militants du G.A.R.M., insoumis parisiens compris, se présentent avec chasubles, banderoles, panneaux et tracts aux portes de la caserne de Sathonay, près de Lyon, à l'heure de la sortie en permission des appelés. Point d'interpellation sur le moment, mais la gendarmerie relève les numéros d'immatriculation des voitures, et les militants du G.A.R.M. verront certains des leurs être inculpés pour incitation de militaires à la désobéissance. Il y a eu depuis d'autres inculpations de militants sur la base de distributions de tracts, le pouvoir tentant manifestement en ce moment un coup de force contre le G.A.R.M. Les procès n'ont pas encore eu lieu, et les distributions de tracts, les prises de contact avec des appelés ou des jeunes passant les « trois jours » se poursuivent.

— Mars, avril, mai 1973 : tous les dimanches soirs, de 22 heures à 24 heures, des militants (de six à vingt-cinq) distribuent des tracts aux soldats passant par la gare de Perrache, voire font un bout de voyage avec eux en train, sous l'œil de personnes des services de renseignements dépêchés sur les lieux par leurs autorités respectives. Le même système sera mis en place plus tard pour joindre les soldats se rendant le lundi matin en train pour leur cantonnement de la Valbonne.

— 20 février 1973 : Gérard Bayon, insoumis individuel lyonnais, est arrêté à son lieu de travail et interné à Montluc. Le jour même, distribution de tracts à son lieu d'arrestation.

— 24 février : traversée de Lyon, en cortège, de quatre insoumis parisiens* venus rejoindre le G.A.R.M., et de plusieurs autres militants. Charge de la police au centre de Lyon. Temps de vérification des identités dans des locaux de police bénin.

conséquence, aura besoin de trois autres quarts d'heure pour déloger — brutalement — les manifestants, en présence d'une foule sympathisante. Un militant portera plainte pour coups et blessures volontaires après avoir dû être hospitalisé,

plainte qui sera classée mais à laquelle les autorités répondront par une plainte pour injures publiques... qui ne sera pas classée.

— Mars, avril 1973 : mouvement lycéen né de la réforme du système des sursis. Le G.A.R.M. est présent dans les manifestations et dans les réunions ; il diffuse plusieurs milliers de tracts sur la militarisation ; il parvient à obtenir des manifestations de soutien à Gérard Bayon.

— 4 avril 1973 : les quatre insoumis parisiens, soutenus par un roulement de jeunes, entreprennent une grève de la faim pour la libération de Gérard Bayon. Ils s'installent dans des locaux paroissiaux situés en face du Fort Montluc. Gérard Petit, l'un des insoumis, est interpellé par des policiers en civil alors qu'il place des panneaux à l'extérieur de l'église, mais il parviendra à s'échapper de la caserne où on l'aura conduit, et pourra rejoindre ses camarades.

— Jours suivants :

● le drapeau de la caserne de la Vitriollerie est dérobé sur la hampe et expédié au ministre Galley avec une indication d'origine Bayon ;

● une banderole de dix mètres portant l'inscription « Libérez Bayon » est hissée au sommet des trois hampes plantées à l'entrée du Quartier Général-Frère ;

● un lâcher de ballons porteurs de banderoles solidaires de Bayon est fait dans le hall de la gare de Perrache, un dimanche soir.

— 21 avril 1973 : occupation pendant une demi-heure de la statue monumentale de Louis XIV située au centre de la place Bellecour, et habile déploiement de banderoles à la partie supérieure de deux façades d'immeubles tournées vers la place.

— 27 avril 1973 : Gérard Petit est cette fois-ci arrêté pour de bon sur les lieux de la grève. Condamné peu après à cinq mois de prison, son jugement sera cassé peu avant sa libération théorique, et emmené, manu militari, fin septembre, dans une caserne, il parviendra une nouvelle fois à échapper à ses gardes, question de prendre un peu de repos avant de recommencer sa confrontation avec l'armée !

— Vacances de Pâques 1973 : la grève de la faim des insoumis toujours libres se poursuit, et ne se terminera qu'à la fin des congés scolaires, une fois l'assurance de la libération de Gérard Bayon acquise.

V - ACTIONS ANTI-IMPERIALISTES

Dans le passé, le G.A.R.M. avait déjà été amené à soutenir Daniel Brochier, qui refusait de partir au Tchad. Les ventes d'armes ne pouvaient qu'interpeller ses militants, ainsi que d'autres crimes contre les peuples commis grâce aux armées de l'oppression mondiale :

— 28 octobre 1971 : à la veille de la visite à Lyon de Michel Debré venu inaugurer le Quartier Général-Frère, en plein conflit du Bengale, sept militants du G.A.R.M. s'enchaînent place des Cordeliers, au centre de Lyon, près des grands magasins et à l'heure des sorties de bureaux, au cheval de frise dérobé auparavant sur le terrain du Mont-Verdun. Accrochée au-dessus d'eux, une banderole : « Halte à Debré trafiquant d'armes ! ». Les sept militants seront gardés à vue vingt-quatre heures dans les cellules de l'hôtel de la police judiciaire, et ils auront droit

à une perquisition à leurs domiciles respectifs. Mais l'armée, ne voulant pas se ridiculiser en portant plainte pour vol de matériel d'interdiction, préférera consigner sur le procès-verbal... que le matériel ne lui appartient pas ! De fait, après le rapt des panneaux et du cheval de frise, tout matériel identique restant avait été enlevé par l'armée. L'utilisation de l'humour et du tournage en dérision désarme la répression.

— 10 février 1972 : tenue d'un meeting contradictoire sur la militarisation, à la Maison des Etudiants Catholiques de Lyon, en présence de quelque six cents personnes.

— Janvier 1973 : pour protester contre la reprise des bombardements américains sur le Vietnam, onze militants du G.A.R.M. investissent le consulat américain à Lyon, déchirent le drapeau étoilé et le remplacent par un drapeau nazi. Dans le même temps, passant par les toits, d'autres militants accrochent au fronton du consulat une banderole dénonçant les crimes de Nixon, que les pompiers devront venir décrocher.

— 19 mai 1973 : intervention d'une dizaine de militants du G.A.R.M. pour troubler la vaste parade donnée par les militaires, au centre de la ville, à l'occasion du départ à la retraite du général-gouverneur militaire de Lyon Lalande. Certains des intervenants se font proprement « tabasser ».

— 10 octobre 1973 : procès des onze participants à l'investissement du consulat devant la cinquième chambre de Lyon en vertu de la loi anticasseurs. A l'extérieur du Palais de Justice, quelques personnes tiennent une large banderole : « Vietnam-Chili : les Américains sont toujours les casseurs ».

Cette liste n'est pas complète ; des actions ont été omises. Mais elle ne peut pas être complète. Car si le G.A.R.M. agit spectaculairement, il fait aussi tout un travail souterrain, au niveau par exemple de tout ce qui est prises de contacts, réponses à des demandes d'informations, présence à des forums, assistance à diverses personnes connaissant des ennuis. En outre, nous n'avons pas mentionné ici les centaines de bombages, les milliers d'affiches et les centaines de milliers de tracts signés G.A.R.M., et qui constituent des éléments importants de l'action de ce dernier.

Au travers des entreprises citées, on aura pu, cependant, se faire une idée de ce que peut être aujourd'hui en France un groupe de résistance à ce système d'exploitation qui se cache sous les appellations d'armée et de défense nationales. Certes, nous n'avons pas dépeint les structures de fonctionnement du G.A.R.M., ses façons de travailler, ses rapports avec les autres organisations révolutionnaires, ses liaisons avec la presse ou avec les milieux d'avocats, son attitude en face des mesures de répression qui le frappent et l'utilisation qu'il fait de ses procès, son financement. Nous n'avons pas donné ses effectifs, leur composition, ni ses modes de « recrutement »... Si des groupes veulent en savoir plus, nous transmettrons leurs demandes au G.A.R.M. *, et si celui-ci le juge bon, il pourra expliquer plus profondément dans les colonnes de la revue sa pratique. Mais il paraît évident que pour des raisons de stratégie, tout ne peut pas être dit.

On aura compris, aussi, que nous sommes désireux de voir porter à notre connaissance la pratique d'autres groupes, et que si ce que nous recevrons nous paraît d'un intérêt général, nous nous en ferons également l'écho.



Mais peut-on rester pacifiste et non violent
lorsque la violence vous entoure ?... La réponse
au prochain numéro (ou dans 10 ans)

MANIFESTE POUR UNE ALTERNATIVE NON-VIOLENTE

1. La rencontre de la violence dans le monde nous fait prendre conscience que « la vraie vie est absente », et la volonté de « changer le monde et la vie » nous engage dans le dynamisme de la non-violence. La non-violence, en nous libérant de la fatalité de la violence qui semblait peser sur l'homme et sur l'histoire, nourrit alors une nouvelle espérance, un nouveau bonheur, une nouvelle culture.

2. La violence ne saurait être mise toujours sur le compte de la méchanceté ou de la mauvaise volonté. Elle remplit souvent dans notre société des fonctions nécessaires, qu'il s'agisse de défendre la liberté ou de combattre pour la justice. Aussi ne s'agit-il pas tant de condamner la violence que de rechercher une alternative à la violence. La non-violence ne saurait donc se définir par le seul refus des moyens violents : elle implique la recherche et la mise en œuvre de méthodes et de techniques visant à une réelle efficacité.

3. L'engagement dans la non-violence nous oblige à mettre à jour les mécanismes qui engendrent la misère, l'oppression, la révolte et la violence. Il ne nous est pas permis de condamner pareillement « toutes les violences, quelles qu'elles soient et d'où qu'elles viennent ». Nous ne devons pas mettre sur un même plan la violence des riches et des puissants qui s'efforcent de maintenir leur domination et de défendre le désordre établi, et la violence des opprimés qui s'efforcent de conquérir leur dignité et leur liberté.

Si, face à l'injustice, le choix n'était qu'entre la résistance violente et la collaboration résignée, alors mieux vaudrait choisir la violence. Ceux qui ont choisi cette voie, en prenant pour eux-mêmes les plus grands risques, méritent notre respect et notre solidarité.

4. Le combat non violent implique une attention particulière à la dimension politique des événements. Il exige :

- une information permanente,
- une analyse politique et économique rigoureuse,
- un projet politique,
- l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie.

La non-violence ne doit point s'enfermer dans la contestation, elle doit aussi élaborer la gestion de la nouvelle société qu'elle veut édifier, par la réalisation d'un programme constructif.

5. L'action non-violente entend épuiser les moyens de **persuasion**, mais elle ne se limite pas à ceux-ci. Le moment venu, elle n'hésite pas à recourir à des moyens de **pression** et de **contrainte** qui visent à faire céder l'adversaire et à mettre fin à l'injustice. Elle est alors la mise en œuvre d'une force capable d'offrir de plus grandes chances à l'amour et à la vérité. Pour ne pas se contredire, l'action non-violente exige :

- un accord profond entre les moyens utilisés et la fin poursuivie,
- une visée de réconciliation et de justice, non de vengeance ou d'écrasement,
- le refus de toute parole ou de tout acte qui enfermerait l'adversaire dans sa propre violence et lui offrirait un prétexte pour venir la justifier.

6. Le principe essentiel de la stratégie de l'action non-violente est le principe de non-coopération ou de non-collaboration. Il se fonde sur l'analyse suivante : la force des injustices dans une société vient de ce qu'elles bénéficient de la coopération de la majorité des membres de cette société. Par l'organisation d'actions collectives, cette stratégie vise non pas la prise du pouvoir **pour** le peuple, mais l'exercice du pouvoir **par** le peuple.

La non-violence nous conduit donc à des actions de rupture avec le désordre établi, pouvant aller jusqu'à la désobéissance civile lorsque les possibilités offertes par la loi ont été épuisées en vain.

7. La non-violence ne reprend à son compte, ni au niveau de l'analyse ni à celui du projet, les affirmations abusivement simplificatrices du pacifisme et de l'antimilitarisme tels qu'ils se sont exprimés traditionnellement. Là encore, plutôt que de multiplier des condamnations dont l'expérience nous a appris qu'elles étaient inopérantes, la non-violence s'efforce de rechercher les moyens d'une défense civile non violente qui puissent permettre à la population d'organiser une véritable résistance en cas d'agression.

Dans cette perspective, la non-violence nous amène à préconiser l'objection de conscience face à la guerre et à sa préparation. Cela implique notamment le refus du service militaire et son remplacement par un service civil qui soit l'occasion d'une recherche théorique et pratique des méthodes d'action non violente capables de promouvoir la justice sociale et d'assurer la sécurité des communautés.

8. La non-violence nous amène à partager l'analyse et la recherche de ceux qui dénoncent à la fois l'incapacité du capitalisme à organiser la société selon les exigences de la justice et l'incapacité du socialisme étatique à l'organiser selon les exigences de la liberté. La non-violence, par le dynamisme propre à son esprit et à ses méthodes, nous amène à promouvoir un « socialisme à visage humain », fondé sur la coresponsabilité et l'autogestion.

Dans cette perspective, nous sommes conduits à dénoncer les aspects aliénants du cycle « production-consommation », caractéristique des sociétés industrielles avancées. Cela implique une réorientation des besoins inséparable de la recherche d'une meilleure qualité de vie.

9. La liberté, l'égalité et la fraternité exigent, pour être vécues en société, en même temps une révolution des structures et une transformation des mentalités et des comportements personnels ouverte à la redécouverte d'un sens communautaire. Cette évolution et cette transformation devant se conjuguer dans un mouvement dialectique, nous n'avons pas le loisir d'attendre que l'une soit achevée pour commencer l'autre. En développant à l'intérieur même du conflit la maîtrise de soi, le respect de l'autre, et le sens de la responsabilité, l'action non violente permet d'entreprendre l'une et l'autre dès maintenant.

10. Nous devons résister à la tentation de toujours parler de la révolution des autres, sans nous engager et nous compromettre chez nous. Tout problème doit être abordé par les aspects où nos responsabilités se trouvent directement engagées. C'est à ce niveau que nous pouvons et que, par conséquent, nous devons agir.

Ceux qui ont choisi la non-violence n'ont pas à s'isoler dans leur recherche de la justice et de la paix. Ils ont à s'engager dans les divers mouvements et les diverses organisations qui travaillent déjà dans ce sens, en y faisant valoir le bien-fondé des méthodes de l'action non violente. Cependant ils ont aussi à se regrouper pour approfondir les exigences et les possibilités de la non-violence et prendre dès maintenant l'initiative d'actions non violentes auxquelles le plus grand nombre puisse participer.

La réflexion sur la non-violence et l'action qu'elle préconise devraient rassembler pour un même débat et un même combat tous ceux qui, venant d'horizons philosophiques ou religieux divers, ont également faim et soif d'une vraie justice.

Avril 1973.

POUR UNE NON-VIOLENCE A INVENTER

1. « La raison la plus forte est toujours la meilleure »... On peut le regretter, mais c'est un **fait**. Parler de « non-violence » sans commencer par reconnaître ce fait, c'est partir dans le rêve ou le moralisme inefficace. Que l'on veuille combattre une injustice, défendre des libertés, changer l'organisation d'une société, il s'agira toujours de devenir, **d'une manière ou d'une autre**, plus **fort** que l'adversaire.

2. « D'une manière ou d'une autre... » : tout est là. Alors que la violence (physique, armée ou institutionnalisée) n'est qu'une manière, parmi d'autres, d'être fort, tout un passé historique, tout un conditionnement idéologique nous font croire que c'est **la seule**. Et de fait c'est bien la violence qui, sous ses différentes formes (guerres, exploitation de l'homme par l'homme, écrasement des minorités, etc...) a fait de notre monde ce qu'il est.

3. C'est donc précisément ce que la violence a fait de notre monde et surtout ce qu'elle va en faire dans un avenir proche, que l'on a envie de chercher autre chose. Il devient en effet évident (et c'est une constatation relativement récente) que la violence, qui peut avoir encore sur certains points précis, étroitement localisés, un rôle positif, fait courir au monde entier un risque de plus en plus grave d'anéantissement. Si un bien particulier, local peut parfois légitimer la violence à court terme (et notamment quand il n'y a pas d'autre solution...), une analyse à moyen terme et globalement mondiale montre que le recours à la violence est littéralement un **suicide**. On peut montrer cela plus particulièrement dans trois domaines :

— La course aux armements. Jusqu'aux années 40, la violence armée permettait de « résoudre » les conflits par élimination ou asservissement de l'un des deux adversaires. Résolution d'ailleurs illusoire, préparant le conflit suivant. De nos jours, et dans la logique même du développement indéfini de la violence armée, même cela devient impossible, absurde : le conflit suprême qui est logiquement au bout de la course aux armements (et que l'on prévoit et programme « scientifiquement ») est celui qui égalisera définitivement dans la mort le « vainqueur » et le « vaincu », le fort et le faible, celui qui avait « raison » et celui qui avait « tort »... et les spectateurs avec, s'il y en a ! Sans jouer sur les mots, on peut dire que la violence armée pouvait, jusqu'à l'âge atomique, être un **moyen** (immoral certes, stérile à long terme sûrement, mais enfin un moyen ne compromettant pas gravement le sort de l'humanité, ni même d'un peuple) ; désormais, elle ne peut être qu'une **fin**.

— L'exploitation des pays pauvres par les pays riches. Le rapport de violence économique imposé (avec l'appui de la violence armée souvent) aux trois quarts de l'humanité par quelques pays riches peut aussi devenir une cause d'anéantissement de la planète, à plus ou moins long terme. Pour maintenir et développer les privilèges des pays riches et de leurs habitants (donc **les nôtres**) on maintient (on crée encore !) une violence économique qui prépare des explosions de désespoir et de misère. Sans attendre ce moment-là, notre violence économique est déjà la cause de millions de morts, malgré tous

les moyens de « secours » destinés à nous donner bonne conscience...

— La violence faite au futur.

Là encore, il devient évident depuis le peu de temps que la violence faite par l'homme à la Nature (agriculture, urbanisation, industries, Science, etc...), violence légitime et source de mieux-être, peut devenir suicidaire lorsque son usage est abandonné sans contrôle à la logique du profit, de la concurrence économique, du désir (réel ou artificiel) de consommation, de la performance technique prise comme fin en soi... Il est dans la logique de la violence de ne pas connaître de **limites**, de ne pas savoir cesser. La violence de nos désirs (de confort, de biens de consommation, etc.) se retourne déjà contre nous (pollution, nuisances, « métro-boulot-dodo », etc.) mais constitue bien davantage une grave atteinte au **futur** de l'humanité.

Ces trois formes de violence, étroitement liées, ne sont pas les seules ; on pourrait développer... Le monde que fait aujourd'hui la violence, le monde qu'elle nous prépare n'est pas vivable, n'est pas durable. Il est urgent de commencer à chercher autre chose : la **non-violence** n'est rien d'autre que cette recherche.

4. Cette recherche ne part pas de rien ; elle s'appuie sur quelques constatations, quelques intuitions :

— La logique de la violence est inscrite tellement profondément dans les rapports interpersonnels, sociaux, internationaux, qu'il est impossible d'en sortir sans un changement profond **de mentalités et de structures** : il faut viser une révolution à la fois culturelle et politique.

— La « révolution culturelle » dont nous commençons à observer de nombreuses manifestations est un **fait**, non l'objet d'une décision ou d'une stratégie : on voit des gens commencer à vivre **autrement**, remettre en question bon nombre de « valeurs », de réflexes idéologiques inculqués par la société : respect de l'autorité, de la force, de la « morale officielle », égoïsme national, souci de « faire carrière », soif de consommation, de pouvoir, d'honneurs, etc...

— La révolution « politique » ne peut pas être extérieure à cette révolution « culturelle » : vivre autrement, c'est déjà une certaine prise de pouvoir. Refuser la course aux profits, éduquer ses gosses autrement, vivre en communauté, boycotter la consommation superflue, ne pas obéir forcément à la Loi en toutes circonstances : autant d'attitudes qui, parmi d'autres, amorcent un changement **politique**, dans la mesure où elles se généralisent...

— Il reste qu'on ne peut tout attendre de ces changements : un moment vient où ils doivent se traduire, d'une manière ou d'une autre, en changement politique. Sur ce que doit être ce changement, et sur le travail qui doit le préparer, la non-violence n'a pas forcément une solution propre. Les situations varient selon les pays, les forces politiques, l'organisation

économique et sociale, etc... Tout ce que peut et doit rappeler la non-violence, c'est qu'une révolution porte en germe tous les risques de perversion d'un projet de société vraiment **nouvelle** : esprit de revanche, attitudes répressives, « défense des acquis de la révolution », nécessité de prendre le pouvoir « par en haut », en centralisant la lutte et les décisions, etc... Rien de plus « traditionnel » que la violence. « Le Pouvoir est au bout du fusil », dit-on : oui, parfois... mais ce pouvoir, pris par le fusil, a toutes chances de rester le pouvoir du fusil.

5. La non-violence n'est pas un dogmatisme politique, ni une attitude « moralisatrice » : elle ne se sent pas le droit de « condamner » toujours et partout le recours à la violence. Il se peut que des circonstances d'oppression, de misère, d'humiliation imposent, en un combat local, la révolte violente. On ne peut mettre « dans le même sac » toutes les formes de violence, celle d'un pouvoir fasciste et celle du « guérillero », celle des cadences infernales et celle du piquet de grève, celle de la société et celle du délinquant qu'elle envoie en prison... La condamnation de la violence ne peut porter que sur les causes, non sur les conséquences. On se méfiera donc de toute non-violence qui ne surgirait que de temps à autre pour condamner la violence d'insurrection et se tairait le reste du temps face à la violence « légale ». On entend parfois des cris d'alarme devant « notre monde de violences » qui seraient plus crédibles s'ils parlaient un peu des armées, des bombes atomiques, des prisons, des usines, et un peu moins des attentats ou des prises d'otages...

6. Si la non-violence vise à être « une autre manière d'être fort » (ce qui est indispensable, à moins qu'on ne rêve d'un monde sans conflit et sans injustice !), elle doit élaborer des stratégies. Stratégie de conscientisation et d'information, cherchant à faire connaître ses objectifs et à mettre l'opinion publique de son côté (à ce stade les actions symboliques, humoristiques devraient jouer un rôle important) ; stratégies de résistance, basées sur la non-coopération massive, la grève, le boycott, la désobéissance civile... Tout cela ne s'improvise pas et doit se réfléchir, se préparer, s'expérimenter à l'avance.

7. Il est capital de souligner (et peut-être ne le fait-on pas assez dans les textes de non-violents) que ces stratégies ne peuvent défendre n'importe quel type de société : elles supposent une solidarité, une absence de hiérarchie, une décentralisation des décisions, une imagination créatrice incompatibles avec le système économique et politique actuel. Il n'y a pas de « défense populaire non violente » dans un régime non populaire.

8. Si l'analyse de la violence en ses conséquences mondiales peut suffire à faire entrer dans la recherche non violente, il est probable que l'on découvrira, dans la logique même de cette recherche nouvelle, bien d'autres motivations qu'il valait mieux ne pas poser au départ. C'est ce qui explique que beaucoup de non-violents qui le sont devenus à partir d'autres exigences (religieuses, morales, philosophiques) se reconnaîtront mal dans ce qui vient d'être dit. La non-violence reste toujours un pari, un risque pris contre l'absurde : c'est pourquoi on ne peut rester durablement non violent par simple tactique. La logique même de la non-violence entraîne un retentissement sur la vie personnelle.

9. Les différentes formes de « prise des pouvoirs » à la base, les manières de vivre « autrement » (en communauté par exemple), les diverses formes d'action d'une stratégie non violente n'ont d'impact sur une transformation de la société que si elles deviennent **massives** (ce qui ne signifie pas forcément majoritaires). Il est donc essentiel à la non-violence, pour être **crédible**, de refuser la tentation du purisme, de l'élitisme, du « groupuscule ». Quelles que soient les motivations de ceux qui viennent à la non-violence, il est important qu'ils puissent se rassembler sans exclusive ; même ceux qui sont réticents devant le mot « non-violence », en raison de ses ambiguïtés et de son passé, devraient pouvoir rejoindre tous ceux qui veulent travailler, par le changement de leur vie, par leur action sociale et politique, à sortir de la logique de la violence, à imaginer un monde vraiment différent, à commencer sa préparation.

Un mot de



« **COMBAT NON-VIOLENT** » est né pour répondre à un immense besoin d'information sur l'action non-violente ressenti tout spécialement parmi les jeunes. Il devient de plus en plus un journal militant permettant à celui qui ne veut pas rester spectateur face à la montée universelle du militarisme de s'engager de façon radicale.

Le mouvement non-violent en gestation a besoin aujourd'hui d'une revue de fond pour pousser plus loin la recherche, confronter nos différentes intuitions, nous affronter à ceux qui ne partagent pas nos analyses, nos conclusions.

Nos amis de Lyon ont pris l'initiative de lancer cette revue en étroite collaboration avec l'équipe de « **COMBAT NON VIOLENT** ». Tous les militants qui ne se résignent pas à accepter la fatalité de la violence accueilleront avec joie la naissance de « **ALTERNATIVES NON VIOLENTES** » qui traitera à fond des sujets les plus brûlants en toute liberté.

Nous sommes au début d'un monde, tout reste à inventer, à créer. Nous avons besoin de poètes, de penseurs, d'hommes et de femmes qui auront avec l'espérance au creux du ventre, l'audace d'avancer sur les routes nouvelles, de trouver des réponses politiques aux défis de notre époque. Bon vent à « **ALTERNATIVES NON VIOLENTES**. »

J. F. BESSON

RÉPONSES. . .

Bien des choses de votre déclaration de principe nous paraissent justes, mais puisque ce ne sont pas des bonnes paroles que vous attendez mais des adhésions, je préfère vous dire très franchement pourquoi je ne pense pas pouvoir m'inscrire dans votre comité de référence.

Je considère la non-violence comme une attitude idéale ou plus exactement, pour éviter l'ambiguïté de ce terme, comme une limite vers laquelle on doit s'efforcer de tendre. Mais on ne peut pas le faire sans passer par des médiations politiques, par l'action politique au large sens du mot. La non-violence a les inconvénients des idéaux les plus élevés, c'est-à-dire qu'elle sert trop facilement de dérivatif, d'excuse, d'illusion. En particulier, l'opposer comme un remède à « la violence » me semble être à la fois d'une pensée erronée et inefficace, parce que manichéenne. Malheureusement, il n'y a pas « la » violence contre laquelle il faudrait dresser la non-violence. Il existe un état violent dans lequel nous sommes impliqués, à des degrés divers. Quant à moi (et c'est le second motif de ma réserve), je ne me sens pas en mesure de m'engager en toute occasion à résister à la violence en m'abstenant de moyens violents. J'appartiens à une génération qui aurait sombré dans l'esclavage si elle n'avait pas eu recours à une résistance violente. Ce qui s'est passé depuis dans le monde, en particulier l'exemple de la Tchécoslovaquie, me laisse craindre que les circonstances et les possibilités n'ont pas beaucoup changé.

Cela dit, modestement, je m'efforce d'imprégner de non-violence les relations humaines dans lesquelles je suis impliqué. Je soutiendrai aussi votre initiative, du moins dans la mesure où elle ne sacrifiera pas aux bons sentiments l'analyse politique de la situation et la détermination des objectifs. Trop de chrétiens aujourd'hui jouent avec la non-violence, en se plaçant d'ailleurs dans un abîme de contradictions. Peut-on à la fois approuver l'objection de conscience et le terrorisme palestinien ? C'est un thème sur lequel j'espère qu'en toute sincérité certains des collaborateurs auxquels vous songez pourront faire la lumière.

J.-M. DOMENACH.

J'ai vivement apprécié tout l'effort — si juste — que vous faites pour débarrasser le terme de « non-violence » de ses ambiguïtés certaines.

Cependant, malgré tout, elles demeurent pour moi. Vous dites vous-mêmes que la violence peut être légitime et nécessaire dans certains cas. A-t-on alors le droit de se dire « non violent » ? et que signifie cette expression ? Tout le monde est d'accord — en théorie — pour dire que la « non-violence » est

RÉPONSES. . .

RÉPONSES. . .

l'idéal et que la violence n'est légitime que dans quelques cas. Ou l'on refuse tous ces cas, et l'on peut se dire « non violent » ; ou bien on en admet certains, et le vrai problème alors est celui de savoir quels sont **ces** cas légitimes. Car c'est ici que le désaccord commence. Pour mon compte, sans être marxiste, je dois bien reconnaître que dans l'histoire humaine la violence est accoucheuse des sociétés. En quel sens ? Comment ? C'est ce que j'ai tâché pour mon compte de montrer dans une étude sur « Dialogue et violence ».

Je crois qu'aujourd'hui on multiplie les confusions et qu'il faut approfondir une réflexion fondamentale sur la violence. J'ai — il y a bien longtemps — distingué (et ce n'est qu'une approximation, certes) témoignage et efficacité. Dans le domaine religieux, le témoignage **seul** est valable. C'est ici que rechercher l'efficacité est le mal — peut-être le péché contre l'Esprit. L'acte de foi est libre, entièrement libre, et toute pression, quelle qu'elle soit, en vicie **radicalement** la nature. **Aucune** violence, d'aucune sorte, n'est légitime en ce domaine. « Le Dieu de la religion ne saurait être le Dieu des guerres de religion », disait Brunschwig.

Dans le domaine de l'efficacité (la politique en est l'exemple le plus clair), il en va tout autrement. Un politique qui recherche le témoignage peut être un saint ; c'est certainement un mauvais politique. Ce qui ne signifie pas que toute violence y soit autorisée. Le politique en tant que tel est un homme, soumis à tous les devoirs de l'humanité. Sa recherche de l'efficacité le pousse facilement à employer des moyens violents. C'est pourquoi (à mon avis) la politique est la source primitive et profonde de tout péché : toute faute est (de nature) politique, utilisation abusive de l'homme par l'homme. Ce qui ne signifie pas qu'elle est mauvaise en soi, mais qu'elle contient en elle la pire **tentation**. C'est que dans l'histoire la violence est nécessaire (du moins jusqu'ici). Le rôle du politique est de l'utiliser en la soumettant à la raison. Le vrai politique est ce qu'il y a de plus beau et de plus rare dans l'humanité — de plus difficile. Le but de la politique est d'achever (ou du moins de pousser aussi loin que possible) la naturelle sociabilité humaine. Cela sera-t-il possible un jour ici-bas sans aucune violence ? On peut en rêver, on peut l'espérer. Je ne crois guère que ce soit conciliable avec l'histoire, mais c'est un bel « idéal » (si l'on veut une « idée » régulatrice au sens kantien) qui doit diriger les progrès de l'histoire. Ce ciel ici-bas me paraît douteux, mais on peut, on doit y tendre. Pour moi, le chrétien est celui qui combine (difficilement et à ses risques et périls) l'espoir immanent, l'espoir terrestre et l'espérance transcendante, eschatologique. Ce n'est certes pas facile.

Jean LACROIX.

P.-S. — Ghandi a dit, répété, qu'il employait la « non-violence » à l'égard des Anglais actuels, peuple à ses yeux susceptible de compréhension et sensible à certaines attitudes, mais que s'il s'était trompé il lui faudrait bien en venir à la violence.

QUELQUES PHRASES...

...pour accompagner un geste d'engagement « contre la bombe », dans la perspective de la question d'un « changement de mentalité » (J. de Bollardiére).

Hâte de répondre insolemment à la morgue d'officiers généraux qui ne sont jamais sortis, ne peuvent sortir de leur « scène primitive » : la cour de caserne où le sous-officier qu'ils furent, et qu'ils sont, fait taire toute pensée par terreur de la désobéissance (*).

Une seule réponse : l'utopie ou la mort. La non-violence est un des noms de l'utopie ; c'est tout. Il faut plus de courage pour commencer par tous les moyens — et « contre les militaires » ni plus ni moins que contre les épiciers ou les profs — à changer de monde, que pour reprendre les vieux slogans anti-démisionnaires (oui, vieux ; il aurait peut-être fallu s'y fier une guerre plus tôt ; et s'y tenir maintenant comme à la dernière raison c'est peut-être se tromper encore une fois de guerre). Il faut inventer, imaginer, défaire pour refaire. L'avenir, s'il en est un, passera par le désarmement en général et dans tous les sens. Cet avenir est l'utopie actuelle ; le commencement de la réalisation de l'utopie présente est ce qui commande la véritable action.

Mais c'est toujours l'affaire Dreyfus — continuée sur d'autres scènes ! (W. Carlos Williams raconte comment tous « les gens » aux Folies-Bergères en 1910 scandaient « Vive l'armée ! »). Les dreyfusards n'ont raison qu'après coup, témoins de la vérité en tant qu'impuissante : leçon de l'histoire, qui ne sert pas. Les fauteurs de l'événement ne changent pas : ce sont toujours les craintifs fonciers en accord avec la paranoïa des puissants, lesquels ne soutiennent leur délire réel que de la terreur collective dont un des noms se clame « sentiment national ».

L'ancien monde n'en finit pas de finir, c'est pourquoi on peut toujours être, par exemple, « gaulliste ». Mais l'arrachement pour commencer autre chose, pour devenir capable d'amorcer le mouvement de **rebroussement** d'une autre histoire, qui se dégage du nœud de la « Domination de la Technique et du massacre généralisé » ; la tentative de pensée et de pratique dont nous

(*) A l'instant, la lettre d'un général Mitterand à **Le Monde**, inapte à excéder le bon ton de l'indécrottable supériorité pour désigner, exquisement, comme « pittoresque équipée dans les mers du Sud », l'action de Bollardiére et de ses amis...

En général, les conditions de formation d'un chef militaire sont celles d'une paranoïa expérimentale, provoquée. (Repassez-vous le disque de Joybert « engueulant les curés »...)

lisons les palpitations chez Dumont ou Illich ou tel ; l'engagement sous l'épée de l'alternative « l'utopie ou la mort » ; le sursaut pour une histoire où il ne s'agirait plus d'exproprier la terre pour expérimenter des chenillettes en vue de la foire des armements, ni d'atomiser un bord du **Pacifique** pour faire figure de moyenne puissance, ni de faire exploser sur 350 000 aliénés le « supersonique de demain », etc. ; un tel sursaut n'a tout simplement rien à demander au « gaullisme ». La nouvelle contradiction, difficile pour nous à penser et aménager, entre la **violence** apparemment nécessaire à tout changement (contre-violence de groupes, en droit : de la « masse », pour couper localement une tête à l'hydre thanatocratie), et la **non-violence** à laquelle il faut frayer le monde, pour enrayer l'escalade paroxystique des chantages et des rançons, en quoi serait-elle si peu que ce soit pensable « à la lumière du gaullisme » ?

La pensée du gaullisme, s'il en est une, tient dans un terme, chapeau d'une notion archaïque et multivoque : **la grandeur**. Ici je pourrais me contenter de recopier un texte, celui de G. Bataille sur « **la vieille taupe et le surréalisme** ». Mais qu'est-ce que **la grandeur** ?

La grandeur est un des mots qui font système, système complexe et prescrit, dans la pensée politique séculaire européenne. Il serait besoin ici de ce que les philosophes appellent aujourd'hui « déconstruction » : mise à jour et à plat, dé-nouement, d'une chaîne de concepts et d'implications qui joue aussi bien en **équivalence** avec telle autre chaîne dans un ensemble intelligible réglé dont le nom en général n'est autre que celui de la **métaphysique** ; travail à faire... Je me contente : la **représentation**, sur et de la **scène politique**, requiert une « idée de la France » et un « premier rôle ». La différence entre un « intérieur », le dedans conflictuel d'une société pensé lui-même sur le mode psychologique du fraternel (on se bat mais on est les mêmes ; et on s'aime malgré tout), du privé, du familial ; et un « extérieur », grande Représentation où s'affrontent les entités-Nations, pensée elle aussi, bien sûr, dans les termes de la psychologie classique (« dominateur » « sûr de lui », « belliqueux » ou n'importe quoi), fournit le minimum sémantique pour la circulation intarissable et stéréotypée de la pensée politique. Tout est **figuration** ; et jeux de reflets et d'illusions indéfinies sur la scène... (Pompidou parcourt une province et **croit** pouvoir dire : « La France se porte bien » ; la France existe, je l'ai rencontrée... Mais qui est-il ; d'où parle-t-il sinon toujours de la même vieille place du Grand Homme ?).

« Changer de mentalité » ? Au moment où, partout dans le monde, des aires de changement, plus ou moins étendues, fermentent ; où remuent des prodromes de novations, qu'on peut ici, les prenant sous un de leurs aspects, caractériser comme dépouillement du vieil homme psychologique, arrachement à la psychologie pré-moderne ; et (pour le dire avec un exemple), si le principe de renouvellement consiste à sortir de la perspective où la **peur** commande la **vision** et se représente tout être en tant qu'accusé, ne saisissant l'**autre** que sous l'angle du **reproche**, eh bien ! on ne peut que constater l'arriération formidable du discours politique dominant, discours militaire diplomatique et démagogique qui confirme l'achèvement du vieux monde comme « équilibre de la terreur ».

Le débordement en cours (soulèvement ou craquèlement du vieux sol, révolutions, hauts-le-cœur multiples) est terrible ; il y va du déplacement (« subversions ») du champ traditionnel de toute question, comme on le sent par exemple dans la lutte entre le militaire et le non-militaire. Que toute opposition, reconnue et héritée, commence à être excédée, tournée, en passe d'être désertée, « ils » le pressentent et s'en affolent...

Révolus, « ...il faut se l'imaginer sur le schème d'un tremblement sismique, d'un glissement géologique, « cosmologique ». C'est tout le système occidental, absolument **justifié**, conscient de soi, rationnel, articulé, i.e. « parfait », qui se révolte, se vomit, débordé par ce qui est autre, par ce à quoi il ne peut répondre dans la mesure où il ne cesse d'**avoir raison**, lui l'occidental, rationnel par constitution. C'est la fin du monde, comme disent les témoins de Jehovah ou de Joybert. Mais la difficulté est portée à une puissance inconnue par le fait que « l'autre » (le discours de la contestation multiforme) se travestit lui-même, ne se produit souvent lui-même que sous les aspects traditionnels du minable, du détestable, du brutal ; parle, ne peut parler que selon les « mauvais rôles » traditionnels du vieux répertoire auquel il tente de s'arracher. Donc : comment parler pour que la non-violence, par exemple, ne soit pas l'opposé simple de la violence, l'habitué du tort et de l'échec (on voudrait l'y confiner : d'où tel article de Viansson-Ponte « ridiculisant » ou, au moins, réduisant la position Bollardière), mais soit le visage (est-ce un visage ?) se levant d'autre chose, inévitablement « monstrueux », risquant d'être confondu avec la vieille voix du désordre, mais tout autre que le désordre ?

Où : de même que « le mariage des prêtres », pour ceux qui s'y intéressent, n'a pas de sens comme nuance locale, mais implique, pour trouver un sens, le change général de toute institution et socialité, dans le sens

de la collectivisation, de l'an-archie, etc., de même l'anti-ou a-gaullisme ne peut être une pièce isolée, une « option » dans l'ancien champ parlementaire, mais ne prend sens que dans une disposition générale, un bougissement généralisé du dispositif.

Le plus choquant, c'est le **chantage** radical toujours murmuré par le pouvoir contre l'expression pour soi de son « bon droit », c'est-à-dire la pseudo-conscience de sa « **légitime défense** » au nom de quoi en Occident on **s'est toujours autorisé à tuer, à supprimer l'autre** : chantage de l'alternative « nous ou le chaos », vous avez le choix donc vous n'avez pas le choix parce que nous n'avons pas le choix et sommes « obligés » de supprimer ceux qui, ne l'entendant pas ainsi, nous menacent, donc nous mettent en situation de « légitime défense », donc nous autorisent à les tuer !

C'est de cela qu'il faut sortir. Or sortir voudrait dire : l'espace plat et euclidien où on (se) représente les oppositions politiques est néfaste. Il y faudrait là aussi un tour de plus, une topologie. Le plan bipolaire plat est mauvais. Est « intellectuel », utopique, celui qui refuse cette dichotomie, ou élément du droit, c'est-à-dire du massacre.

Quoi de plus **puéril** que de travailler à être mieux loti, nanti, doté, que « les autres » ! Et nous en sommes tous encore là ! La comparaison hiérarchique est la puérilité trainarde encore régnant sur le champ du jugement. Et nous feignons de prendre la différence — de cet autre qui meurt de faim, ou de pénurie, ou de « malchance », à quelques pas — comme la figuration du Destin !

Michel DEGUY.

NOTES DE LECTURE

L'UTOPIE OU LA MORT

de René DUMONT

« Je n'ai guère cessé d'être révolté. Je l'étais déjà à 10 ans, en 1914, par l'épouvantable massacre dû à la stupidité de nos généraux et de nos gouvernants... » commence René Dumont dans *L'Utopie ou la mort* dont le premier chapitre est intitulé : « Fin d'une civilisation ».

Livre complet qui permettra d'avoir par une seule lecture un réquisitoire bien étayé contre la société de gaspillage et surtout une ébauche de lignes de force pour une société de demain « socialiste et sans mépris ». Il serait vain de vouloir parler ici de toutes les facettes de ce livre. Voyons quelques points qui situent de suite le débat :

« Les pays dits sous-développés, quand ils pourront enfin bâtir, sur leurs ressources, leurs industries lourdes, fer ou aluminium, auront déjà été volés de la plus grande partie de leurs meilleurs minerais, combustibles et carburants... »

« L'explosion démographique, surtout celle des riches, et une croissance sans fin de la production industrielle deviennent d'insoutenables insultes aux misères des pauvres, à leur dignité et les acculeront à la révolte ! » Ainsi le concept sécurisant d'hier de s'enrichir pour ses enfants est balayé et fait place aujourd'hui à la notion de simplicité de vie qui seule est porteuse de paix.

« 150 millions de mères et de jeunes enfants des pays pauvres souffrent à des degrés divers de sous-alimentations quantitatives souvent assez graves pour compromettre le développement normal de leurs cerveaux. La gravité de ces attentats contre les droits de l'enfant me paraît comparable aux exécutions sommaires, emprisonnements arbitraires, sinon aux tortures... »

L'auteur essaye une analyse économique et montre que le système de consommation ne tient compte que des demandes solvables, et par là, aboutit inévitablement à une répartition de plus en plus injuste. Le chien américain dépense plus qu'un Indien pauvre.

Dans un deuxième temps, l'auteur esquisse quelques lignes directrices pour un « monde possible », car, dit-il, nous sommes tous des otages de la survie : indépendance nationale « comptant sur ses propres forces » et priorité agricole ; Economie mondiale et non gouvernement mondial ; Revalorisation du travail manuel ; Réformes agraires ; Transports en commun, etc... Quelques critiques de détail peuvent être faites. Il situe, dans son livre, les solutions techniques avant les solutions éthiques, chose en soi sans gravité si quelques phrases n'étonnaient. Au début du livre, R. Dumont se place parmi les utopistes, c'est-à-dire que les schémas proposés ne seront réalisables qu'après une prise de conscience plus générale. Mais il termine en disant : « Nous sommes acculés au socialisme ». Qu'est-ce que cela sous-entend ?

L'auteur est beaucoup plus percutant contre l'aliénation complexe de la classe ouvrière : « La position ambiguë de

notre classe ouvrière d'Europe occidentale l'empêche de se lancer à fond contre les injustices au plan mondial, car elle en profite aussi ».

Il termine par une approche d'une société sans mépris à laquelle « l'homme nouveau, dépouillé du vieil homme avaricieux et prétentieux qui sommeille encore en la plupart d'entre nous, pourra accéder. S'il possède moins en privé, il disposera de plus en collectif, partagé avec les autres ». La faiblesse du livre de Dumont est de ne pas analyser comment, par le combat, peut naître cet homme « nouveau ».

Georges DIDIER.

LE SERVICE MILITAIRE AU SERVICE DE QUI ?

Daniel PENNAC, Seuil, 1973, Coll. « Combats ».

A quoi sert le service militaire ? A rien, tout le monde le sait bien... Mais à **qui** sert-il ? En 180 pages, Daniel Pennac répond de façon convaincante : à l'ordre social. On retrouve en effet dans le service militaire « l'ensemble des mécanismes d'aliénation qui font les majorités silencieuses et permettent à une société moribonde de continuer à administrer sans heurts sa propre décrépitude. »

Pour montrer cela, il faut détruire un certain nombre de « mythes » qui courent sur le service militaire : mythe de l'égalité devant le service, mythe de la fraternité des classes sous l'uniforme, mythe du service comme école de maturité et de virilité... Lorsqu'on a décapé toutes ces idées reçues, on voit mieux les vraies fonctions du service militaire : reproduire le modèle social, faciliter la soumission à l'esprit de hiérarchie et à toute autorité, confirmer la domination masculine sur la société. Pouvoir bourgeois, Pouvoir hiérarchique, Pouvoir patriarcal : tous ont besoin du service militaire...

Tout cela serait relativement banal (encore que, d'ordinaire, on affirme plus qu'on n'analyse) si Pennac ne montrait pas, simultanément, combien cette institution récupère sans peine ceux qui croient la contester, ou, plus simplement, lui échapper, pour montrer comment il est systématiquement orienté, détourné, vers des aspects folkloriques ou secondaires (notamment le « sous-officier »). Tout fonctionne ainsi à la satisfaction générale : l'institution n'est pas atteinte dans son essentiel, et les intellectuels se déculpabilisent d'avoir accepté le « service », en s'imaginant qu'ils ne se sont pas fait avoir.

Le seul ennui, c'est que pour éviter de se « faire avoir », Pennac ne suggère que... la réforme ! L'insoumission, l'objection de conscience n'ont droit qu'à de rares allusions. On peut regretter, aussi, une conclusion ambiguë qui n'ose pas trancher pour une suppression pure et simple du service militaire, reprenant le mythe (le seul qu'il a oublié de démolir !) du contingent comme garantie contre un putsch.

Ceci mis à part, ce livre mérite d'être lu et étudié, car il amorce une réflexion assez neuve sur ce problème brûlant.

Christian MELLON.

NOUS N'AVONS RIEN FAIT POUR LE CHILI

A Bogota, pendant plus de dix jours, étudiants et professeurs ont manifesté sans arrêt en signe de protestation contre le coup d'Etat militaire au Chili. Ils se sont affrontés avec la force publique colombienne, dont on sait qu'elle n'est pas celle d'un régime particulièrement respectueux des hommes, et il y a eu des blessés. Ils n'ont pu empêcher la collusion de leur gouvernement avec celui de la junte chilienne, mais leur protestation a eu le mérite d'être. Et d'être de manière authentique : ils se sont vraiment battus — eux — pour le Chili.

En France, qu'avons-nous vu, qu'avons-nous fait ? La droite, du Front National à Jean-Jacques Servan-Schreiber en passant par le quotidien du régime « La Nation », a triomphé : « Voilà ce qui arriverait si un Salvator Allende venait à se retrouver Président de la République française ! ». On l'a laissé dire, même si Maurice Duverger, dans une démonstration sur ce point convaincante, s'est déclaré persuadé, en première page du « Monde » (1), que les tenants de l'ordre en Europe occidentale, dans une situation analogue à celle du Chili, une situation révolutionnaire, n'hésiteraient sans doute pas à recourir à un coup d'Etat militaire. On a aussi laissé notre gouvernement ne pas se prononcer sur le scandale du renversement de l'Union Populaire (2), la légalité dont il se fait le chantre n'ayant manifestement, selon lui, à être respectée que lorsque ce sont des gens de son bord qui en bénéficient.

Partis de gauche et syndicats ouvriers ne sont, certes, pas restés muets, mais alors que le pouvoir donnait sa caution à un acte illégal, eux ont manifesté dans la légalité, dans l'ordre pompidolien. Pour n'en avoir pas tant fait, on ne leur donnera ni tort ni raison, ce qu'ils ont réalisé étant déjà quelque chose. Mais cela pouvait-il cependant être opérant ? Si le régime présentement au pouvoir en France peut devenir chaque jour un peu moins démocratique malgré la présence d'une opposition libre, n'est-ce pas justement parce qu'il peut programmer les réactions de l'opposition à

ses agissements ? Et ne devrait-on pas, dans des circonstances comme celles du drame chilien, savoir tels les paysans du Larzac ou les ouvriers de Lip, répondre par « l'imprévisible » ?

Ces questions sont plus, on s'en doute, façon d'interpeller les gens qui se réclament de l'idée de non-violence, et donc de la désobéissance civile, que des critiques déguisées adressées aux partis et mouvements de gauche. Car qu'ont fait les « non violents » ? Qu'avons-nous fait alors que l'Union Populaire était étranglée économiquement avec la complicité réelle du capitalisme français ? Qu'avons-nous fait, à l'annonce des massacres, pour que « la France, pays des droits de l'homme » ne soit pas qu'un mensonge, et que l'espoir des résistants chiliens ne soit pas fondé que sur un leurre ?

Au Chili, un régime d'Union Populaire, bénéficiant de l'appui de près de la moitié des Chiliens (43 % des suffrages en mars dernier), de celui de la population la plus touchée par les difficultés matérielles, a été renversé dans le sang (3) avec la bénédiction tacite de nos propres gouvernants, et nous n'avons pas su réagir. Saurions-nous davantage réagir demain si, par exemple, une nouvelle affaire « métro de Charonne » venait à éclater dans ce pays qu'imbibent de plus en plus le racisme anti-arabe et le fascisme de Monsieur Marcellin ? Rien n'est moins sûr...

Christian DELORME.

(1) « Le Monde » des 23 et 24 septembre 1973.

(2) L'échec de l'Union Populaire au Chili représente-t-il un échec de la non-violence ? C'est là un point qu'il nous faudra éclaircir...

(3) Le chiffre de vingt-cinq mille morts ne serait malheureusement pas exagéré.

POUR S'INFORMER...

Diverses plaquettes relatives à ces thèmes sont disponibles.

- RESISTANCE NON VIOLENTE EN NORVEGE SOUS L'OCCUPATION NAZIE 2,00 F
 - REDISTRIBUTION DE L'IMPOT 1,50 F
 - ACTION NON VIOLENTE A ORLEANS 5,00 F
 - LA BOMBE EN QUESTION (J.-M. MULLER) 5,00 F
- (Port en sus.)

A la : Communauté Non Violente d'Orléans
50, rue d'Illiers - 45000 LA SOURCE.
C.C.P. 1553-85 La Source.

— CAHIERS DE LA RECONCILIATION :

N^{os} 3 et 4 - Mars-Avril 73 : Congrès de Bièvres 1973.

N^o 5 - Mai 73 : Le Larzac au tribunal.

N^o 6 - Juin 73 : Mélange explosif non violent.

A commander au M.I.R.

- LA DEFENSE « NATIONALE » EN QUESTION (R. CRUSE) 2,00 F Franco.

M.I.R.

4, allée de Pologne - 91300 MASSY.

— L'OBJECTION DE CONSCIENCE (J.-P. CATTELAINE)

Que sais-je ?

UN POTENTIEL D'ACCOMPAGNATEURS DANS NOTRE DÉMARCHE...

Lorsque nous avons établi le projet d'une revue de recherche sur les possibilités ouvertes par l'idée de non-violence, nous avons jugé nécessaire de contacter un certain nombre de personnes connues pour s'intéresser déjà à cette recherche, afin de bénéficier d'un capital de « chercheurs ». Nous avons fait, aussi, la proposition d'un « comité de référence », tout en sachant que nos véritables références ne pouvaient être que nos lecteurs dans leur totalité. Ont déjà accepté d'y figurer :

Hervé de BELLEFON

Jean-François et Simone BESSON

Jacques de BOLLARDIERE

CAVANNA

Philippe de la CHAPELLE

Jean-Pierre CATTELAINE

René CRUSE

Michel DEGUY

Jean DESBOIS

André FAUSSURIER

Henri FRIEDEL

Guy et Madeleine GUYOT

André JEANSON

Jean KALMAN

Marie LAFRANQUE

LANZA DEL VASTO

Jean LASSERRE

Maxime LE FORESTIER

René MACAIRE

Claude MICHEL

Ambroise MONOD

Théodore MONOD

Jean-Marie MULLER

Joseph PYRONNET

Albert SAMUEL

Père SCOTTO

Jean TOULAT

Pierre TOULAT

Jean VAN LIERDE

Il est bien évident que les articles publiés par la revue, sauf ceux portant leurs signatures, ne sauraient engager la responsabilité de ces personnalités.

alternatives non-violentes

PROCHAINES PARUTIONS :

Décembre : Non-Violence et Révolution prolétarienne.

Février : L'expérimentation sociale.

AUTRES NUMÉROS EN PROJET :

Education et Non-Violence.

Syndicalisme et Non-Violence.

Militer, mais comment ?

etc...

AIDEZ-NOUS

En diffusant ce numéro ou en vous abonnant :

France 20 F - Etranger 25 F - De soutien 50 F

Chèque, mandat à l'ordre de G. DIDIER

Adresse : 22, rue de l'Eglise, 69003 Lyon, France

Collaborateurs :

Membres du Mouvement Lyonnais d'Action Non Violente
(68, rue Mercière, 69002 Lyon)

...et tous ceux qui enverront des articles !

Comité de Direction :

Christian Delorme, Georges Didier, Christian Mellon

Directeur de publication : Georges Didier

Dépôt légal : 4^e trimestre 1973

Imprimerie Hassler, 69400 Villefranche

combat non-violent

Bi-mensuel d'information sur l'Action Non-violente en France et dans le Monde

Abonnements : 1 an 20 numéros - France : 20 F - Autres pays 30 F

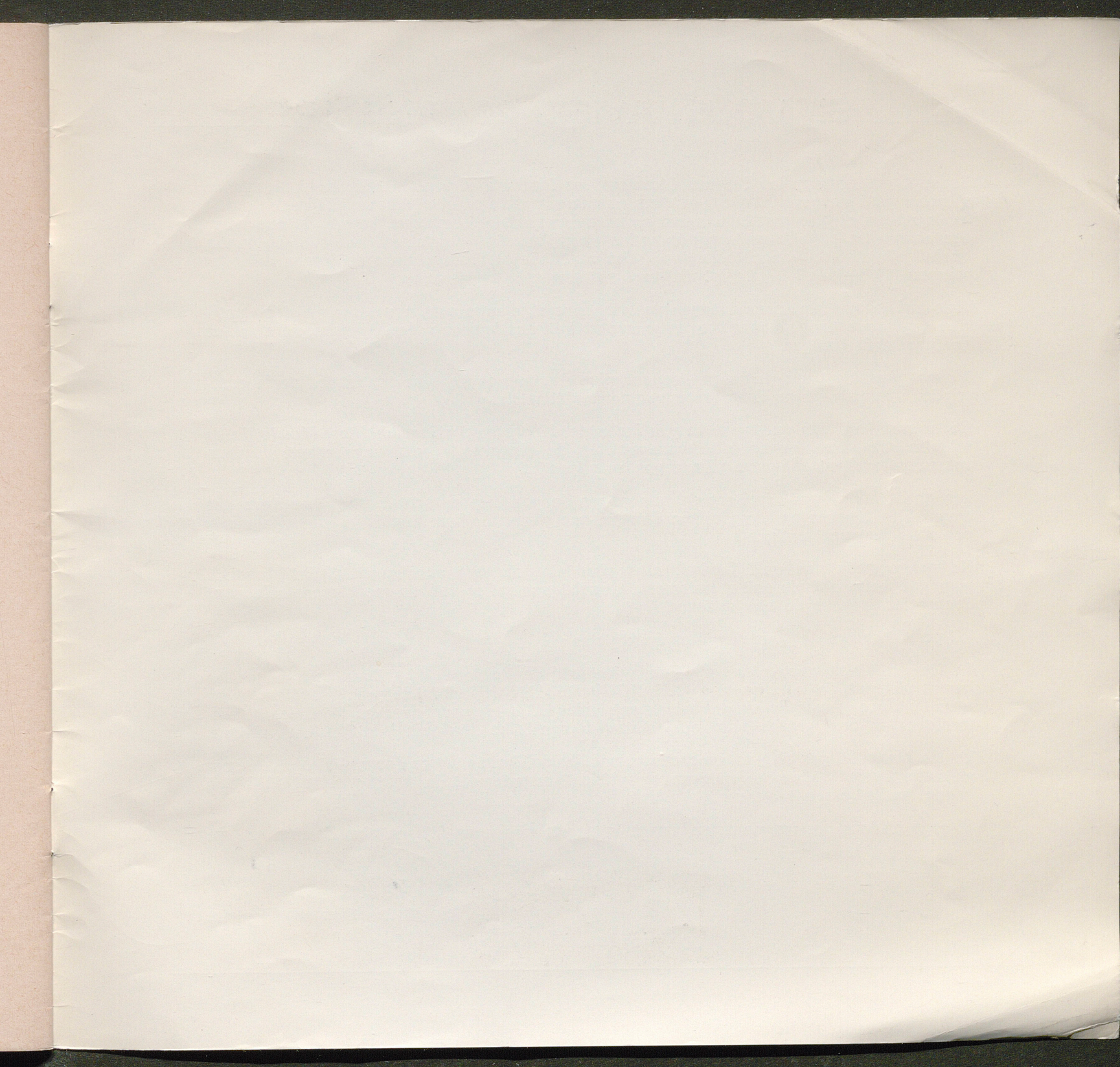
Abonnements de soutien à partir de 30 F

C. C. P. "Les Amis des Circauds" 4514-75 Lyon

Les timbres sont aussi acceptés - Evitez les mandats-lettres - Ecrire en Lettres capitales nom et adresse

Toute correspondance "Combat non-violent" VENDRANGES 42590 NEULISE





SI VOUS AVIEZ 20 ANS !

Savez-vous Messieurs les Evêques, Messieurs les Pasteurs, et vous Mesdames et Messieurs, notables gens de gauche, que quotidiennement nos nobles paroles et notre indignation contre les injustices et plus particulièrement celles concernant la Bombe, le Larzac, le commerce des armes, les travailleurs immigrés et les « marginalisés » conduisent tout droit en prison, ou à l'exil, ou à la « clochardisation », des centaines et des centaines de jeunes qui nous prennent au sérieux ? La plupart d'ailleurs ne nous ont pas attendus.

Mais nous, d'une part nous n'avons plus vingt ans et, d'autre part, nous sommes des « notables », presque des intouchables, nous avons droit aux honneurs de la presse, ne serait-ce que pour nous fustiger.

N'ayant plus vingt ans, nous ne risquons plus de nous cogner aux contraintes de la conscription ! Nous pouvons donc rester sur notre piédestal.

Ne trouvez-vous pas que c'est un peu facile de dénoncer le pillage du Tiers-Monde, l'aide militaire aux juntas, ou aux dictateurs racistes, de dénoncer la politique atomique du Gouvernement sachant que nous n'irons pas en prison ?...

Les petits ennuis qui résultent de nos prises de positions ne sont-ils pas pour nous que d'agréables frissons en comparaison de ceux que payent de leur liberté les jeunes façonnés par notre jugement critique ?

Ne pensez-vous pas qu'il faudrait aller plus loin pour être conséquent ! ? Qu'il faudrait, pour que notre attitude soit moralement, évangéliquement et politiquement acceptable nous donner les moyens de nos options ?

Ici, permettez-moi de vous suggérer deux pistes :

1° Ne devrait-on pas créer un « Fonds National de Solidarité » juridique pour toutes les jeunes victimes de la répression **QUE NOUS DECLENCHONS ?** Les procès coûtent chers pour tous ces jeunes de vingt ans souvent isolés !... et les conséquences familiales et professionnelles sont graves pour eux, surtout lorsqu'ils se destinent à la fonction publique.

2° Ne faudrait-il pas risquer avec ces jeunes des solidarités autres que verbales et assumer pleinement nos jugements critiques en prônant ouvertement la **NON-PARTICIPATION** à l'armée qu'ils refusent à cause de nous ?

Si nous n'allons pas jusque-là, ne pensez-vous pas que nous faisons plus de mal que de bien ?

René CRUSE,
cinquante et un ans, pasteur.